

Département de l'Hérault

COMMUNE DE LUNEL

ENQUETE PUBLIQUE du 15/02/2021 au 02/03/2021



Commissaire-Enquêteur : Danielle BERNARD-CASTEL

3 ANNEXES

- 1 Décision : désignation du commissaire-enquêteur**
- 2 Arrête préfectoral d'ouverture d'enquête publique**
- 3 Publicité**
- 4 Certificats d'affichage**
- 5 PV de Synthèse avec Réponses de la mairie de LUNEL**
- 7 Avis de la Municipalité de Lunel et du SYMBO**

ANNEXE 1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTPELLIER

18/12/2020

N° E200000099 /34

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision portant désignation d'un commissaire-enquêteur

Vu enregistrée le 18 décembre 2020, la lettre par laquelle Monsieur le Préfet de l'Hérault demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale portant sur le projet d'extension de la station d'épuration située sur la commune de Lunel, chemin des Gazons ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L 123-1 et suivants et R 123-5;

Vu la décision en date du 15 octobre 2018 par laquelle le Président du tribunal administratif a délégué M. Denis CHABERT, vice-président, pour procéder à la désignation des commissaires-enquêteurs ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2020 ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Madame Danielle BERNARD-CASTEL est désignée en qualité de commissaire enquêtrice pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, la commissaire enquêtrice est autorisée à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : L'indemnisation de la commissaire-enquêtrice sera assurée par la commune de Lunel, responsable du projet, en application de la décision du président du tribunal administratif fixant les sommes qui lui sont dues.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée à Monsieur le Préfet de l'Hérault et à Madame Danielle BERNARD-CASTEL. Copie en sera adressée au maire de la commune de Lunel.

Fait à Montpellier, le 18 décembre 2020.

Le magistrat délégué,

Denis CHABERT



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Relations avec les Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement**

Affaire suivie par : D.D.
Téléphone : 04 67 61 61 61
Mél : pref-collectivites-locales@herault.gouv.fr

Montpellier, le 19 janvier 2021

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020-I-078

**portant ouverture d'une enquête publique sur la demande d'autorisation
environnementale, présentée par la ville de Lunel au titre des articles L 214-1 à L 214-6
du code de l'environnement, d'un projet d'extension et de modernisation de la
station de traitement des eaux usées de Lunel sur la commune de Lunel.**

**Le préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment les articles L181-1 et suivants, R181-1 et suivants ; L 214-1 à L 214-6 ; L123-1 et suivants, R123-1 et suivants ;
- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le code de l'urbanisme ;
- VU** la décision de dispense d'étude d'impact du 25/02/2019 après examen au cas par cas en application de l'article R122-3 du code de l'environnement ;
- VU** le dossier déposé le 8 novembre 2019, complété le 7 septembre 2020 par la ville de Lunel sous le numéro 34-2019-00157 au guichet unique de la mission inter-services de l'eau et de la nature de l'Hérault ;
- VU** les rubriques de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par le projet, notamment les suivantes :
2.1.1.0 : Station d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R2224-6 du code général des collectivités territoriales :
1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) ;
2.2.1.0 : Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0 et 2.1.2.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant :
1° Supérieure ou égale à 10 000 m3/j ou à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau
- VU** le courrier du 10 septembre 2020 du Service Eau Risques et Nature de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) déclarant le dossier recevable ;
- VU** la délibération du 18 novembre 2020 par laquelle le conseil municipal de la ville de Lunel a approuvé le projet d'extension et de modernisation de la station des eaux usées de Lunel ainsi que la mise en œuvre des procédures administratives réglementaires relatives à l'autorisation environnementale délivrée au titre des articles L214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;
- VU** la décision n°E20000099/34 en date du 18 décembre 2020 de la présidente du tribunal administratif de Montpellier désignant Madame Danielle BERNARD-CASTEL, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, retraitée, en qualité de commissaire enquêtrice ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Hérault ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : OBJET

Il sera procédé du lundi 15 février 2021 à 8 heures au mardi 2 mars 2021 à 17 heures, soit pendant 16 jours consécutifs, à une enquête publique portant sur la demande d'autorisation environnementale, présentée par la ville de Lunel au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement, d'un projet d'extension et de modernisation de la station de traitement des eaux usées située sur la commune de Lunel.

ARTICLE 2 : DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Article 2-1 : Périmètre de l'enquête et avis du conseil municipal ou communautaire des communes ou groupements de communes concernés

Le conseil municipal de la commune de Lunel et le conseil syndical du Syndicat mixte du bassin de l'Or (SYMBO) sont appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête publique. Ne pourra être pris en considération qu'un avis exprimé au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

Article 2-2 : Consultation du dossier

Pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 15 février 2021 à 8 heures au mardi 2 mars 2021 à 17 heures le dossier d'enquête, comprenant la décision de dispense d'étude d'impact après examen au cas par cas ainsi que l'étude d'incidence environnementale sera déposé et consultable :

- en mairie de Lunel, hôtel de ville, siège de l'enquête, 240 avenue Victor Hugo, 34400 Lunel., aux heures habituelles d'accueil du public : du lundi au vendredi de 8h à 12h30 et de 13h30 à 17h
- sur le site internet accueillant le registre dématérialisé mis à disposition par le maître d'ouvrage : <https://www.democratie-active.fr/agrandissement-step-lunel/>
- sur le site des services de l'État : <https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>
- au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall de la préfecture de l'Hérault, 34 place des Martyrs de la Résistance à Montpellier, du lundi au vendredi, sur rendez-vous au 04 67 61 61 61.

Enfin toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Préfecture de l'Hérault, Bureau de l'environnement.

Article 2-3 : Observations du public :

Pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 15 février 2021 à 8h00 au mardi 2 mars 2021 à 17 heures :

Les observations des personnes intéressées pourront être formulées sur les registres prévus à cet effet en mairie de Lunel, siège de l'enquête.

Les mesures d'hygiène et de distanciation sociale prévues dans le contexte de l'épidémie de covid-19 seront affichées en mairie et devront être strictement respectées.

Les observations pourront être également adressées par voie postale au siège de l'enquête à : Mme le commissaire enquêteur, « Enquête Modernisation STEP Lunel », Mairie de Lunel, 240 avenue Victor Hugo, 34400 Lunel.

Madame Danielle BERNARD-CASTEL, commissaire enquêtrice, accueillera le public et recevra ses observations et propositions pendant les permanences établies à la mairie de Lunel aux dates et

horaires suivants :

- mardi 16 février 2021 de 13h30 à 16h30
- mercredi 24 février 2021 de 13h30 à 16h30
- mardi 2 mars 2021 de 14h à 17h

Le commissaire enquêteur pourra aussi recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui lui en fera la demande.

De plus, les observations pourront être communiquées par voie électronique en accédant au site internet accueillant également le registre dématérialisé, à l'adresse suivante :

<https://www.democratie-active.fr/agrandissement-step-lunel/>

Les observations et propositions du public déposées par voie électronique sont également consultables en accédant au site internet accueillant le registre dématérialisé, à l'adresse suivante :

<https://www.democratie-active.fr/agrandissement-step-lunel/>

Article 2-4 : Personnes responsables du projet

Le responsable du dossier correspondant, auprès duquel des informations peuvent être demandées, est Monsieur Florent POTEAU - Tel : 04.67.87.83.57 - mail : florent.poteau@ville-lunel.fr

ARTICLE 3 : PUBLICITE

Article 3-1 Publicité sur le site et dans le périmètre de l'installation

Le responsable du projet procède à l'affichage d'un avis, aux caractères apparents, conformément à l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R. 123-11 du code de l'environnement, sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

Ces affiches doivent être visibles et lisibles de là où, s'il y a lieu, des voies publiques, et être conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Article 3-2 Publicité en mairie et au Syndicat Mixte du Bassin de l'Or

Un avis sera également affiché aux lieux habituels d'information de la mairie de Lunel, ainsi qu'au siège du *Syndicat Mixte du Bassin de l'Or*. Cet avis est affiché quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. L'accomplissement de cette mesure de publicité sera justifié par un certificat adressé au préfet.

Article 3-3 Publicité dans la presse

Un avis au public annonçant l'enquête est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Article 3-4 Publicité sur le site internet

L'avis d'ouverture de l'enquête publique sera publié :

- sur le site internet des services de l'État, 15 jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute sa durée :

<https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>

- et sur le site internet accueillant le registre dématérialisé mis à disposition par le maître d'ouvrage :

<https://www.democratie-active.fr/agrandissement-step-lunel/>

ARTICLE 4 : CLOTURE DE L'ENQUÊTE

À l'expiration du délai fixé à l'article 1 ci-dessus, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire enquêteur. Cette dernière rencontrera, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établira dans le délai d'un mois, un rapport relatant le déroulement de l'enquête et consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserve ou défavorables.

Le rapport et les avis motivés rendus à l'issue de l'enquête, ainsi que le dossier d'enquête déposé à la mairie, accompagné des registres et des pièces annexées, seront transmis à la préfecture de l'Hérault - Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau de l'Environnement, 34 place des Martyrs de la Résistance 34062 Montpellier cedex 2 par le commissaire enquêteur. Elle transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions à la présidente du tribunal administratif.

Un exemplaire du rapport sera transmis par la préfecture à la mairie de Lunel où il pourra être consulté, sur demande, pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête, durant les heures habituelles d'ouverture des bureaux au public, ainsi qu'au Syndicat mixte du bassin de l'Or (SYMBO).

Le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront également déposés sur le site Internet des services de l'État

<http://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>

pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 5 : DECISION

A l'issue de la procédure d'enquête publique, la décision prise par le Préfet susceptible d'intervenir est, soit un arrêté préfectoral d'autorisation, soit un arrêté préfectoral d'autorisation assortie de prescriptions, soit un arrêté de refus.

ARTICLE 6 : EXECUTION

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, le maire de Lunel, le Syndicat mixte du bassin de l'Or (SYMBO) ainsi que le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la ville de Lunel, siège de l'enquête publique.

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général


Thierry LAURENT



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

En application de l'arrêté préfectoral n° 2021-I-078 du 19 janvier 2021, il sera procédé à une enquête publique relative au projet d'extension et de modernisation de la station de traitement des eaux usées de Lunel présentée par la ville de Lunel au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement.

Cette enquête publique est prescrite pour une durée de 16 jours consécutifs, **du lundi 15 février 2021 à 8 h 00 au mardi 2 mars 2021 à 17 h 00** inclus. Madame Danielle BERNARD-CASTEL, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, retraitée, a été désignée en qualité de commissaire enquêtrice par la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier.

Le responsable du dossier auprès duquel des informations peuvent être demandées est Monsieur Florent POTEAU - Tel : 04.67.87.83.57 - mail : florent.poteau@ville-lunel.fr

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Lunel (34400), 240 avenue Victor Hugo.

La commune de LUNEL et le Syndicat mixte du bassin de l'Or (SYMBO), sont compris dans le rayon d'affichage de l'installation projetée, pour laquelle l'enquête publique est organisée.

Dossier d'enquête

Pendant toute la durée de l'enquête publique du **lundi 15 février 2021 à 8 h 00 au mardi 2 mars 2021 à 17 h 00** le dossier sera consultable :

- en mairie de Lunel, hôtel de ville, siège de l'enquête, **240 avenue Victor Hugo, 34400 Lunel**, aux heures habituelles d'accueil du public : du lundi au vendredi **de 8h à 12h30 et de 13h30 à 17h**
- sur le site internet accueillant le registre dématérialisé mis à disposition par le maître d'ouvrage :
<https://www.democratie-active.fr/agrandissement-step-lunel/>
- sur le site des services de l'État :
<https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>
- au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall de la préfecture de l'Hérault, 34 place des Martyrs de la Résistance à Montpellier, du lundi au vendredi, sur rendez-vous au 04 67 61 61 61.

Enfin toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Préfecture de l'Hérault, Bureau de l'environnement.

Observations du public

Pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 15 février 2021 à 8 heures au mardi 2 mars 2021 à 17 heures, le public pourra déposer ou transmettre ses observations :

- sur le registre d'enquête prévu à cet effet, déposé à la mairie de Lunel, siège de l'enquête aux jours habituels d'ouverture de la mairie ;

- sur le registre dématérialisé mis à disposition sur internet à l'adresse suivante :

<https://www.democratie-active.fr/agrandissement-step-lunel/>

- par voie postale à la commissaire enquêtrice au siège de l'enquête :

Madame la Commissaire enquêtrice
Enquête STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LUNEL
Mairie de Lunel
240 avenue Victor Hugo
34400 LUNEL

- les observations écrites ou orales pourront également être reçues pendant les permanences de Madame Danielle BERNARD-CASTEL, commissaire enquêtrice, dans la mairie de Lunel, établies aux jours et heures suivants :

- mardi 16 février 2021 de 13h30 à 16h30

- mercredi 24 février 2021 de 13h30 à 16h30

- mardi 2 mars 2021 de 14h à 17h

La commissaire enquêtrice pourra aussi recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui lui en fera la demande dûment motivée.

Les mesures d'hygiène et de distanciation sociale prévues dans le contexte de l'épidémie de covid-19 seront affichées en mairie et devront être strictement respectées.

Toute personne pourra prendre connaissance, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la Préfecture de l'Hérault, Direction des Relations avec les collectivités locales, bureau de l'environnement, à la mairie de Lunel, commune d'implantation du projet et siège de l'enquête, du rapport et des conclusions motivées de la commissaire enquêtrice et du mémoire en réponse du demandeur qui seront également publiés, pour la même durée, sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault :

<https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure, prise par M. le Préfet de l'Hérault, est soit un arrêté préfectoral d'autorisation, soit un arrêté préfectoral d'autorisation assortie du respect de prescriptions, ou un arrêté de refus.

MARCHÉS PUBLICS

MAPA > 90 K€

FDI HABITAT

HABITAT D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

FDI HABITAT, M. Philippe MARTIN - Directeur
501 rue Georges Méliès 34000 Montpellier - 10006 - Tél : 04.67.69.66.13
mail : correspond@ave-france.com - web : https://www.fdi-habitat.fr
Le pouvoir adjudicateur s'engage pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs
L'avis implique un marché public.
Objet : **Numéro de la consultation : 2021-MOA-S-005**
Marché de CONTRÔLE TECHNIQUE
Référence acheteur : 2021-MOA-S-005/BO
Type de marché : Services
Procédure : Procédure adaptée
Cote NUTS : FR113
Lieu d'exécution : Chemin Boutès Quartier Bellevue 34400 LUNEL
Durée : 36 mois.
Description : Le présent marché a pour objet de désigner un bureau de contrôle pour la construction d'une résidence à Lunel. Forme de marché : ordinaire. Attribution d'un marché unique.
La procédure d'appel du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : NON
Forme du marché : Prestation divisée en lots : non
Les variantes sont refusées
Quantité/tendues :
Détail des missions confiées au titulaire : MISSION - Solidité des ouvrages indisociables et dissociables et des éléments d'équipement MISSION - Sécurité dans les bâtiments d'habitation MISSION - Isolation acoustique des bâtiments MISSION - Isolation thermique et économie d'énergie MISSION - Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées MISSION - L'attestation accessible PMR pour chaque logement MISSION - Transport des brancards dans les constructions MISSION - Sécurité dans les immeubles relevant du public (ERP) ou de grande hauteur (IGH) MISSION - Sécurité dans les immeubles des secteurs tertiaire ou industriel MISSION - Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme MISSION - Vérification initiale des installations électriques (Code du travail) MISSION - Vérification des installations électriques en vue de l'obtention du visa CSEU Des prestations supplémentaires éventuelles sont prévues dans le DCE
Options : oui
Possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.
Conditions relatives au contrat
Cautionnement : Aucune clause de garantie financière prévue. Aucune garantie financière prévue en contrepartie du versement de l'avance.
Financement : Prestations régies par un prix global forfaitaire Fix fermes. Avance de 5,0 % accordée dans les conditions prévues au contrat. Délai global de paiement des prestations de 30 jours.
Forme juridique : Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire du marché.
Conditions de participation
Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :
Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession :
Liste et description succincte des conditions :
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner ;
Marché réservé : NON
La prestation n'est pas réservée à une profession particulière.
Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché : NON
Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération
60% Prix des prestations
40% Qualité
Remise des offres : 15/02/21 à 13h00 au plus tard.
Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.
Unité monétaire utilisée : Euro.
Validité des offres : 180 jours, à compter de la date limite de réception des offres.
Renseignements complémentaires :
La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur. Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur. Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles. La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Après attribution, l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats. Numéro de la consultation : 2021-MOA-S-005 Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.
Instance chargée des procédures de recours : TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MARSEILLE, 6 rue Joseph Autran, 13281 Marseille - CEDEX 06, Tél : 04.91.15.50.50 - Fax : 04.91.54.42.90
Envoi à la publication le : 25/01/21
Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur https://www.aysoit-marches-publics.info/acheteurs.htm

AUTRES ANNONCES LÉGALES

Succession

SUCCESSION VACANTE

Par décision du TJ de MONTPELLIER en date du 27/05/2020 le Directeur départemental des Finances publiques de l'Hérault, 334 Allée Henri II de Montmorency 34954 Montpellier, a été nommé curateur de la succession vacante de M. ZANIEWSKI Michel décédé le 13/08/2017 à Sète (34). Réf. 034805252/CSS. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR.

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur départemental des Finances publiques de l'Hérault, 334 Allée Henri II de Montmorency 34954 Montpellier, curateur de la succession de M. HOUX JOEL FERNAND JEAN décédé le 13/03/2009 à MARSELLAN (34), a établi l'inventaire. Réf. 0348030704.

AVIS PUBLICS

Enquêtes publiques

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Direction des Relations avec les Collectivités Locales Bureau de l'Environnement

En application de l'arrêté préfectoral n° 2021-078 du 19 janvier 2021, il sera procédé à une enquête publique relative au projet d'extension et de modernisation de la station de traitement des eaux usées de Lunel présentée par la ville de Lunel au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement.

Cette enquête publique est prescrite pour une durée de 15 jours consécutifs, du **lundi 15 février 2021 à 8 h 00 au mardi 2 mars 2021 à 17 h 00 inclus**. Madame Danièle BERNARD-CASTEL, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat, retraitée, a été désignée en qualité de commissaire enquêteur par la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier.

Le responsable du dossier auprès duquel des informations peuvent être demandées est Monsieur Florent POTEAU - Tél : 04.67.87.83.57 - mail : florent.poteau@ville-lunel.fr

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Lunel (34400), 240 avenue Victor Hugo.

La commune de LUNEL et le Syndicat mixte du bassin de l'Or (SYMBO), sont compris dans le rayon d'affichage de l'installation projetée, pour laquelle l'enquête publique est organisée.

Dossier d'enquête
Pendant toute la durée de l'enquête publique du lundi 15 février 2021 à 8 h 00 au mardi 2 mars 2021 à 17 h 00 le dossier sera consultable :

- en mairie de Lunel, hôtel de ville, siège de l'enquête, **240 avenue Victor Hugo, 34400 Lunel**, aux heures habituelles d'accueil du public : du lundi au vendredi de **8h à 12h00 et de 13h30 à 17h**

- sur le site internet actualisant le registre dématérialisé mis à disposition par le maître d'ouvrage :

https://www.democratie-active.fr/grandissement-step-lunel/

- sur le site des services de l'Etat :

https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2

- au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall de la préfecture de l'Hérault, 34 place des Martyrs de la Résistance à Montpellier, du lundi au vendredi, sur rendez-vous au 04.67.61.61.61.

Enfin toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Préfecture de l'Hérault, Bureau de l'environnement.

Observations du public
Pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 15 février 2021 à 8 heures au mardi 2 mars 2021 à 17 heures, le public pourra déposer ou transmettre ses observations :

- sur le registre d'enquête prévu à cet effet, déposé à la mairie de Lunel, siège de l'enquête aux jours habituels d'ouverture de la mairie ;

- sur le registre dématérialisé mis à disposition sur internet à l'adresse suivante :

https://www.democratie-active.fr/grandissement-step-lunel/

- par voie postale à la commissaire enquêteur au siège de l'enquête :

Madame la Commissaire enquêteur

Enquête STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LUNEL

Mairie de Lunel

240 avenue Victor Hugo 34400 LUNEL

- les observations écrites ou orales pourront également être reçues pendant les permanences de Madame Danièle BERNARD-CASTEL, commissaire enquêteur, dans la mairie de Lunel, établies aux jours et heures suivants :

- **mardi 16 février 2021 de 13h30 à 16h30**

- **mercredi 24 février 2021 de 13h30 à 16h30**

- **mardi 2 mars 2021 de 14h à 17h**

La commissaire enquêteur pourra aussi recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui lui en fera la demande dûment motivée.

Les mesures d'hygiène et de distanciation sociale prévues dans le contexte de l'épidémie de covid-19 seront affichées en mairie et devront être strictement respectées.

Toute personne pourra prendre communication, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la Préfecture de l'Hérault, Direction des Relations avec les collectivités locales, bureau de l'environnement, à la mairie de Lunel, commune d'implantation du projet et siège de l'enquête, du rapport et des conclusions motivées de la commissaire enquêteur et du mémoire en réponse du demandeur qui seront également publiés, pour la même durée, sur le site internet des services de l'Etat dans l'Hérault :

https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure, prise par M. le Préfet de l'Hérault, est soit un arrêté préfectoral d'autorisation, soit un arrêté préfectoral d'autorisation assorti du respect de prescriptions, ou un arrêté de refus.

Annonces légales

Vie des sociétés

Modification

Création

Changement de dirigeant

Modification de capital

Assemblée générale

etc.

sur

legale-online.fr

ou contactez-nous au

04 3000 2020

C'est simple !

Depuis notre site **legale-online.fr** ou au **04 3000 2020**

Parution dans les **meilleurs délais**

Des conseils et des devis personnalisés

Annonces légales
Service spécialisé

contactez-nous au **04 3000 2020**

Nous assurons toutes vos formalités

Publiez votre annonce légale sur **legale-online.fr** ou contactez-nous au **04 3000 2020**

Retrouvez et publiez toutes vos annonces

sur **legale-online.fr**

ANNEXE4

L'espiègle

AVIS DE REPRISE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE

Commune de Lospignan

suite à suspension portant sur le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme pour la modification d'une partie de la zone UEP en zone UC projet de pharmacie/centre médical en cœur de village

Vu la décision de dispense d'évaluation environnementale après examen au cas par cas émise par la MRAd en date du 18/01/2021, Monsieur le Maire a ordonné par arrêté municipal en date du 19/01/2021, la reprise de l'enquête publique sur le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme pour la modification d'une partie de la zone UEP en zone UC, projet de Pharmacie/ Centre médical en cœur de village pour une durée de 31 jours, du 09/02/2021 à 11/03/2021 - 18 h.

Par décision N°F2000008404 en date du 12/11/2020 Madame la Présidente du Tribunal Administratif a désigné Monsieur Jacques AFMING ingénieur principal territorial, retraité, en qualité de Commissaire Enquêteur.

Les pièces du dossier complétées par la dispense d'évaluation environnementale ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la Mairie (Place Jean Poveda), du 09/02/2021 à 11/03/2021 - 18 h inclus, aux jours et heures suivants :

- Du Lundi au Vendredi de 9 h à 12 h et de 15 h à 18 h.

Le dossier sera également consultable sur le site internet de la commune.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au Commissaire Enquêteur à la Mairie Place Jean Poveda 34710 LESPIGNAN ou par voie dématérialisée : modt2plu.lospignan@gmail.com

La Commissaire Enquêteur recevra à la Mairie de LESPIGNAN les :

- **Mardi 09 Février 2021 de 9 h 00 à 12 h**

- **Jeudi 11 Mars 2021 de 15 h 00 à 18 h**

Considérant le contexte sanitaire lié au Covid 19, la commissaire enquêteur recevra le public dans la salle de réunion au 1er étage (6 personnes maximum dans la pièce), du hydroalcoolique sera mis à disposition. Le port du masque est obligatoire.

Un mois après la clôture de l'enquête publique, le rapport unique du commissaire enquêteur et ses conclusions motivées, consignés séparément seront tenus à la disposition du public, déclaré s'il y a lieu d'apporter des modifications au projet de modification du PLU en vue de cette approbation.

La personne responsable du projet auprès de qui les informations peuvent être demandées est Madame CATHALA Stéphanie, Responsable du Service Urbanisme de la Commune de LESPIGNAN (Tél. : 04.67.37.02.06).

VIE DES SOCIÉTÉS

Création

AVIS

Par acte SSP du 15/01/2021, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes : Dénomination : **ARIA PRODUCTION** Objet social : en France et à l'étranger, à titre principal : Management, consulting, formation, formation e-learning, distribution pour tous produits et services, développement économique par pari risqué et ses spécialités pour le compte de notre société ou par tous traitance au profit de tiers, intermédiation commerciale et l'apport d'affaires dans tous secteurs, organisation de toutes manifestations, animations, promotions liées aux activités y compris par voie de sociétés à thème au profit de notre société et/ou entreprises, commerces, associations, clubs de clients et/ou adhérents, achat, vente, distribution/import export de tous produits et matériels en tous genres, ainsi que tous services à professionnels et à particuliers. Tous conseils et consultations adaptés, toutes formations indispensables. A titre secondaire : Location, sous location, domiciliation, boîte à lettres sur son siège social, participation de la société par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance. Presse, acquisition, exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités. Siège social : 450 rue Baden Powell, 34000 Montpellier. Capital : 1000 € Durée : 99 ans Président : M. ADAMO Anthony, demeurant 64 route de la Crau, 13280 Raphèle les Arles Admission aux assemblées et droits de votes : tout associé a le droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre d'actions qu'il possède Clause d'agrément : les cessions à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à agrément préalable Immatriculation au RCS de Montpellier

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous-seing privé en date du 21 janvier 2021, il a été constituée une société civile immobilière.

Dénomination sociale : - **DOLINE** - - **SIEGE SOCIAL :** 4 rue des Rosières-34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE.

OBJET : L'acquisition, l'administration et la gestion par voie de location ou autrement de tous biens immobiliers.

DURÉE : 50 années.

CAPITAL : 1000 euros - **GERANCE :** Dominique POIRIER, 4 rue des Rosières-34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE -Thérèse POIRIER, 4 rue des Rosières-34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE - Clause relative aux cessions de parts : cession libre entre associés. Agrément requis dans les autres cas par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. IMMATRICULATION RCS MONTPELLIER. Pour avis.

Crédibilisées par l'environnement rédactionnel du journal...

les pages **"Annonces Classées"**

attirent les lecteurs réguliers mais aussi les lecteurs occasionnels...

pour vos PUBLICATIONS LEGALES

MARCHÉS PUBLICS ENQUÊTES PUBLIQUES VIE DES SOCIÉTÉS

L'Agence

met à votre disposition un service spécialisé, efficace et professionnel.

Chères familles, chers lecteurs, chers professionnels du funéraire,

en cette période très particulière et difficile, nous tenons à vous rémercier notre soutien.

Toute l'équipe du service des carnets du Groupe La Dépêche du Midi est opérationnelle en télé-travail pour assurer la parution des avis dans le respect des demandes des familles et ce dans tous les titres de Presse en France.

De manière à maintenir une **prestation de service optimale** et pour toute parution le lendemain **sur les éditions du Groupe Midi Libre**, nous remercions,

Les familles, les associations, les institutions et toutes entreprises de nous transmettre leurs demandes par courriel (avec vos coordonnées : adresse, mail, téléphone) à l'adresse suivante : **camef@midilibre.com** ;

Les professionnels du funéraire de déposer leur demande de parution sur la plateforme réservée aux entreprises de pompes funéraires **avant 19 heures**.

Vous assurant de notre dévouement, n'hésitez pas à nous contacter, du lundi au dimanche, de 13 h 30 à 19 heures pour toutes autres demandes par courriel à camef@midilibre.com.

Prenez soin de vous, vos proches et vos collaborateurs

La Direction du Service des CARNETS.

AVIS D'OBSEQUES

CLERMONT-L'HERAULT, CAUX.

Claude SÉGUIER, son époux et ses enfants ; parents et allés ont la douleur de vous faire part du décès de

Paulette SÉGUIER

Les obsèques auront lieu le samedi 30 janvier 2021, à 15 heures, en l'église de Clermont-l'Hérault, suivies de la crémation dans l'intimité familiale.

P.F. MARBRERIE CLERMONTAISE VANDENHOECK - VIGROUX CLERMONT L'HERAULT 04.67.96.09.91

NÎMES, MONTPELLIER.

Françoise BARRAU ; François BOUJOL ; parents et allés ont la tristesse de vous faire part du décès de

Madame Jacques BARRAU

née Janine GUILLAUME

la cérémonie aura lieu vendredi 29 janvier 2021, à 10 heures, au temple protestant du Calair.

"Aimez-vous les uns, les autres"

PF SAEZ MARSILLARGUES 04.67.71.29.49

MONTPELLIER, CONSTANTINE.

Mme et M. Claude et Christian CROS, sa nièce ; Laetitia, Audrey et Julie CROS, ses petites-nièces ; M. et Mme Marc et Mireille BAUTISTA, son neveu ; parents et allés, ont la douleur de vous faire part du décès de

Monsieur Alexis BAUTISTA

survenu à Montpellier, le 25 janvier 2021, à l'âge de 88 ans. Les obsèques religieuses seront célébrées le mardi 2 février 2021, à 11 h 30, au complexe funéraire de Grammont.

S.F MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE DOMAINE DE GRAMMONT SAEML SFMA 04.67.22.83.83 - NUIT : 06.11.51.42.45

S.F MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE DOMAINE DE GRAMMONT SAEML SFMA 04.67.22.83.83 - NUIT : 06.11.51.42.45

SÈTE.

Mme Pilar BESSIERE, ses enfants Patrick, Alain, Jean-Marc et leurs conjoints ; les petits-enfants, neveux, nièces et leur famille ont la tristesse de vous faire part du décès de

Monsieur Marc BESSIERE

survenu le 26 janvier 2021, à l'âge de 86 ans. La cérémonie aura lieu le samedi 30 janvier 2021, à 10 heures, au complexe funéraire de Sète ou un hommage peut lui être rendu.

P.F MUNICIPALES DE SETE COMPLEXE FUNERAIRE DE THAU TEL : 04.67.51.87.10

BALARUC-LES-BAINS.

Danielle DIBON-HEBERT, Myriam HEBERT, Noël HEBERT, ses enfants ;

Pascal et Jean-Christophe NEISJUS, Karen HEBERT et Emmanuel, Delphine et Ludovic LAPALUD-HEBERT, Olivier HEBERT, Sylvain DIBON, ses petits-enfants ;

ses amitiés-petits-enfants ; les familles HEBERT, PAREL, GOSSET, BAKIR, NEWMAN ainsi que ses amis ont la grande tristesse de faire part du décès de

Madame Odile HEBERT

née GOSSET dite "Madile"

survenu à l'aube de sa 101^{ème} année. la cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 29 janvier 2021, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame de l'Assomption à Balaruc-les-Bains, suivie de l'inhumation au cimetière Le Py à Sète.

PF BONFIGLIO SETE LA PEYRADE-FRONTIGNAN 0467466060

ANNEXE 4



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

Liberté
Égalité
Fraternité

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux du canal du Sommiérois en vue de l'alimentation en eau potable d'une partie du territoire du syndicat mixte Garrigue Campagne à partir de la station la Bruyère implantée sur la commune d'Entre-Vignes et de l'instauration des périmètres de protection et des servitudes qui en découlent

Les travaux relatifs à la station de pompage la Bruyère, situé sur la commune d'Entre-Vignes, sont préalablement soumis à la procédure d'enquête publique qui se déroulera du samedi 27 février 2021 à 9h00 au mercredi 17 mars à 18h00, soit pendant 19 jours consécutifs.

Les communes d'Entre-Vignes, Lunel-Viel et Saint-Génies-des-Mourgues (Hérault), sont concernées par les périmètres de protection rapprochée. Les communes de Lunel (Hérault), d'Aigues-Vives, Beaucaire, Beauvoisin, Bellegarde, Codognan, Fourques, Gallargues-le-Montueux, Le Caylar, Saint-Gilles, Vauvert, Vergèze et Vestric-et-Candiac (Gard) sont concernées par le périmètre de protection éloignée.

Le commissaire enquêteur désigné par le Tribunal administratif de Montpellier pour conduire cette enquête est Monsieur Olivier FORICHON.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête sera déposé et consultable en mairie d'Entre-Vignes (159, avenue de la Bouvine - Saint-Christol), siège de l'enquête, et en mairies de Lunel-Viel et Saint-Génies-des-Mourgues aux heures d'ouverture habituelles des bureaux au public.

A titre indicatif, les horaires d'ouverture habituels au public sont :

- mairie d'Entre-Vignes (Saint-Christol) :
lundi, mercredi et vendredi de 9h à 12h et de 16h à 18h30,
mardi et jeudi de 9h à 12h,
les samedis des semaines paires de 9h à 12h,
- mairie de Lunel-Viel :
du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 17h ;
- mairie de Saint-Génies-des-Mourgues :
du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 15h30 à 17h30 et le samedi de 10h à 12h.

Une notice explicative sur les périmètres de protection et les prescriptions proposées sera consultable dans les mairies concernées par le périmètre de protection éloignée.

Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant toute la durée de l'enquête, soit du samedi 27 février 2021 à 9h00 au mercredi 17 mars à 18h00 :

- sur le registre d'enquête déposé en mairie d'Entre-Vignes (159, avenue de la Bouvine - Saint-Christol), siège de l'enquête, et en mairies de Lunel-Viel et Saint-Génies-des-Mourgues suivant les heures d'ouverture habituelles.
- par voie postale au commissaire enquêteur qui les annexera dans les meilleurs délais au registre après les avoir visées, à l'adresse suivante :
Monsieur Olivier FORICHON, commissaire enquêteur
"Enquête publique station la Bruyère"
Mairie d'Entre-Vignes
159, avenue de la Bouvine - Saint-Christol
34400 Entre-Vignes
- auprès du commissaire enquêteur qui recevra, en personne, les observations et propositions du public lors de ses permanences en mairie d'Entre-Vignes (159, avenue de la Bouvine - Saint-Christol) :
- le samedi 27 février 2021 de 9h00 à 12h00,
- le mercredi 17 mars 2021 de 16h00 à 18h00.

- sur rendez-vous auprès du commissaire enquêteur pour toute personne qui en fera la demande dûment motivée.

Les mesures prises par les collectivités au regard de l'évolution de la situation sanitaire liée à la COVID-19 seront affichées en mairie et devront impérativement être respectées.

Toute personne pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, sur rendez-vous, à la préfecture de l'Hérault, direction des relations avec les collectivités locales, bureau de l'environnement et dans les mairies mentionnées ci-dessus pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique.

À l'issue de la procédure, le préfet de l'Hérault pourra déclarer ou refuser l'utilité publique des travaux de dérivation des eaux du canal du Sommiérois en vue de l'alimentation en eau potable d'une partie du territoire du syndicat mixte Garrigue Campagne à partir de la station la Bruyère implantée sur la commune d'Entre-Vignes et de l'instauration des périmètres de protection et des servitudes qui en découlent.

Par AGE du 28/12/2020, le siège social de la SCI LAMERCI IMMO au capital de 1 000 €, immatriculée au RCS de MONTPELLIER sous le numéro 479 096 901, qui se situe 16-18 rue de La Merci 34000 MONTPELLIER est transféré à compter du 28 décembre 2020 au 1035 av. Léonard de Vinci 34970 LATTES.
L'article 5 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour avis, la Gérance

Par AGE du 05/01/2021, le siège social de la SCI TAC IMMO au capital de 100 000 €, immatriculée au RCS de MONTPELLIER sous le numéro 441 357 266, qui se situe 1037, avenue Léonard de Vinci 34970 LATTES est transféré à compter du 05/01/2021 au 2, allée de Rive Male 66110 MONTBOLO.
L'article 5 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour avis, la Gérance



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

Liberté
Égalité
Fraternité

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

RAPPEL

En application de l'arrêté préfectoral n° 2021-I-078 du 19 janvier 2021, il sera procédé à une enquête publique relative au projet d'extension et de modernisation de la station de traitement des eaux usées de Lunel présentée par la ville de Lunel au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement.

Cette enquête publique est prescrite pour une durée de 16 jours consécutifs, **du lundi 15 février 2021 à 8h00 au mardi 2 mars 2021 à 17h00** inclus. Madame Danielle BERNARD-CASTEL, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, retraitée, a été désignée en qualité de commissaire enquêteur par la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier.

Le responsable du dossier auprès duquel des informations peuvent être demandées est Monsieur Florent POTEAU - Tél. : 04 67 87 83 57 - mail : florent.poteau@ville-lunel.fr

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Lunel (34400), 240 avenue Victor Hugo.

La commune de LUNEL et le Syndicat mixte du bassin de l'Or (SYMBO), sont compris dans le rayon d'affichage de l'installation projetée, pour laquelle l'enquête publique est organisée.

Dossier d'enquête :

Pendant toute la durée de l'enquête publique du lundi 15 février 2021 à 8h00 au mardi 2 mars 2021 à 17h00 le dossier sera consultable :

- en mairie de Lunel, hôtel de ville, siège de l'enquête, **240 avenue Victor Hugo, 34400 Lunel**, aux heures habituelles d'accueil du public : du lundi au vendredi de **8h à 12h30 et de 13h30 à 17h**

- sur le site internet accueillant le registre dématérialisé mis à disposition par le maître d'ouvrage :
<https://www.democratie-active.fr/agrandissement-step-lunel/>

- sur le site des services de l'État :
<https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>

- au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall de la préfecture de l'Hérault, 34 place des Martyrs de la Résistance à Montpellier, du lundi au vendredi, sur rendez-vous au 04 67 61 61 61.

Enfin toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Préfecture de l'Hérault, Bureau de l'environnement.

Observations du public :

Pendant toute la durée de l'enquête, **du lundi 15 février 2021 à 8 heures au mardi 2 mars 2021 à 17 heures**, le public pourra déposer ou transmettre ses observations :

- sur le registre d'enquête prévu à cet effet, déposé à la mairie de Lunel, siège de l'enquête aux jours habituels d'ouverture de la mairie ;

- sur le registre dématérialisé mis à disposition sur internet à l'adresse suivante :
<https://www.democratie-active.fr/agrandissement-step-lunel/>

- par voie postale à la commissaire enquêteur au siège de l'enquête :
Madame la Commissaire enquêteur
Enquête STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LUNEL
Mairie de Lunel
240 avenue Victor Hugo
34400 LUNEL

- les observations écrites ou orales pourront également être reçues pendant les permanences de Madame Danielle BERNARD-CASTEL, commissaire enquêteur, dans la mairie de Lunel, établies aux jours et heures suivants :
- mardi 16 février 2021 de 13h30 à 16h30
- mercredi 24 février 2021 de 13h30 à 16h30
- mardi 2 mars 2021 de 14h à 17h

La commissaire enquêteur pourra aussi recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui lui en fera la demande dûment motivée.

Les mesures d'hygiène et de distanciation sociale prévues dans le contexte de l'épidémie de covid-19 seront affichées en mairie et devront être strictement respectées.

Toute personne pourra prendre connaissance, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la Préfecture de l'Hérault, Direction des Relations avec les collectivités locales, bureau de l'environnement, à la mairie de Lunel, commune d'implantation du projet et siège de l'enquête, du rapport et des conclusions motivées de la commissaire enquêteur et du mémoire en réponse du demandeur qui seront également publiés, pour la même durée, sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault : <https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure, prise par M. le Préfet de l'Hérault, est soit un arrêté préfectoral d'autorisation, soit un arrêté préfectoral d'autorisation assortie du respect de prescriptions, ou un arrêté de refus.



MAIRIE LE CAYLAR

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté en date du 16 mars 2021, le Maire de la commune de LE CAYLAR a ordonné l'ouverture d'une enquête publique relative au déclassement de la voie communale Section D1 - Plan DP - Désignation provisoire A.

L'enquête se déroulera à la mairie pendant 15 jours, aux jours et heures habituelles d'ouverture, à savoir de 9 h à 12 h, du 8 mars 2021 au 23 mars 2021 inclus.

Chacun pourra y prendre connaissance du dossier et, éventuellement, consigner ses observations sur le registre d'enquête, ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.

M. TRUSSON François, exerçant la profession d'enquêteur public a été désigné en qualité de commissaire enquêteur et recevra en mairie :
- le 19 mars 2021 de 9 h à 12 h.

AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Par un acte SSP en date du 08 février 2021, a été constituée une société :

Dénomination : THERM-ISOL

Non commercial : THERM-ISOL

Forme : Société par Actions Simplifiée

Capital : 6 000 euros

Siège social : 157 rue du Taste Vin 34500 BÉZIERS

Objet social : Tous travaux d'aménagements d'intérieur et d'isolation, (isothermie, fourniture et pose de cloisons sèches, chambres froides) auprès des professionnels et des particuliers, et services rattachés.

Durée : 99 ans

Présidente statutaire : Le premier président de la société, nommé statutairement pour une durée indéterminée est Madame Nathalie LESIEUX, née le 11/12/1979 à Chenove (21), de nationalité française, demeurant au 157 rue du Taste Vin 34500 BÉZIERS, célibataire

Transmission des actions : La cession des actions de l'associée unique est libre

Admission aux assemblées, exercice du droit de vote : Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales impliquant une réunion physique en son domicile ou par consultation par correspondance et d'exercer son droit de vote

Immatriculation : au RCS de BÉZIERS.

Pour avis, la Présidence

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM PATRONYMIQUE

Monsieur DELMULLE Morgan, né le 14/12/2000 à NÎMES (Gard), demeurant 49 avenue du Professeur Grasset 34090 MONTPELLIER, agissant en son nom personnel, dépose une requête auprès du Garde des Sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique, celui de MARTIN.

Pour avis

ROYAL SECURITY

SARL au capital de 3 000 euros

Siège social : 23 avenue d'Estienne d'Orves

34500 BÉZIERS

RCS BÉZIERS : 531 706 018

DISSOLUTION ANTICIPÉE

Lors de l'AG du 11/02/2021, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31/12/2020. Monsieur ZIDOUNE Mounir demeurant au 30 boulevard 1848 apt 2 Résidence Roca 11100 NARBONNE est nommé liquidateur. Le siège de la liquidation est fixé à l'adresse du liquidateur. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être transmis.

Dépôt au RCS de BÉZIERS.

Pour avis, le Liquidateur

Service annonces légales

Marie-Laure Boyer

Tél. 04 67 06 77 77 - E.mail : annonceslegales@gazettedemontpellier.fr

ANNEXE 4



ODYSSEE DROIT

Association d'Avocats à Responsabilité Professionnelle
Individuelle
Le Blue d'Oc
120 rue Thor
34000 MONTPELLIER
04 67 17 97 10

P3G INGENIERIE
Société par actions simplifiée
au capital de 100 000 euros
Siège social : 471, rue Nungesser
Mas des Cavaliers
34130 MAUGUIO
388 142 473 RCS MONTPELLIER

Par décisions unanimes en date du 13 janvier 2021, les associées ont décidé de nommer en qualité de Directeur Général pour une durée illimitée avec effet au 1^{er} janvier 2021, la société HOLDING JUBONO, société à responsabilité limitée Unipersonnelle au capital de 5 000 euros, dont le siège social est sis 5, rue des Frères à PIGNAN (34570), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER sous le numéro 830 899 472, représentée par Monsieur Julien BONNOT en sa qualité de Gérant.

Pour avis



10 route de l'Aviation
CS 30094
54602 Villers les Nancy Cedex
Tél. 03.83.41.54.15

AVIS DE LOCATION-GÉRANCE

Suivant acte sous-seing privé en date à Bar-sur-Aube du 31 décembre 2020, la société CIBETANCHE, société par actions simplifiée au capital de 500.000 euros, dont le siège est situé Route d'Arrentières à Bar-sur-Aube (10200), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Troyes sous le numéro 349 259 564,

a donné en location-gérance à la société CIBETANCHE LANGUEDOC, société par actions simplifiée au capital de 15.000 euros, dont le siège est situé 4 Plan du Nega Cat - Immeuble Le Rio à Lattes (34970), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Montpellier sous le numéro 892 297 318,

un fonds de commerce dont l'activité principale est la conception et la réalisation de tous bâtiments, ainsi que la réalisation de tous travaux de couverture, d'isolation, d'étanchéité et de bardage de bâtiments de toutes natures, exploités dans des locaux dépendant d'un immeuble sis 4 Plan du Nega cat, Font de la banquière - Immeuble Le Rio à Lattes (34970) et immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Montpellier sous le numéro 349 259 564 00244.

Cette location a été consentie et acceptée pour une durée de deux années à compter du 1^{er} janvier 2021, et ensuite, tacitement renouvelable d'année en année.

Pour avis



Direction des Relations avec
les Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

En application de l'arrêté préfectoral n° 2021-I-078 du 19 janvier 2021, il sera procédé à une enquête publique relative au projet d'extension et de modernisation de la station de traitement des eaux usées de Lunel présentée par la ville de Lunel au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement.

Cette enquête publique est prescrite pour une durée de 16 jours consécutifs, **du lundi 15 février 2021 à 8h00 au mardi 2 mars 2021 à 17h00** inclus. Madame Danielle BERNARD-CASTEL, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat, retraitée, a été désignée en qualité de commissaire enquêtrice par la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier.

Le responsable du dossier auprès duquel des informations peuvent être demandées est Monsieur Florent POTEAU - Tél. : 04 67 87 83 57 - mail : florent.poteau@ville-lunel.fr

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Lunel (34400), 240 avenue Victor Hugo.

La commune de LUNEL et le Syndicat mixte du bassin de l'Or (SYMBO), sont compris dans le rayon d'affichage de l'installation projetée, pour laquelle l'enquête publique est organisée.

Dossier d'enquête :

Pendant toute la durée de l'enquête publique du lundi 15 février 2021 à 8h00 au mardi 2 mars 2021 à 17h00 le dossier sera consultable :

- en mairie de Lunel, hôtel de ville, siège de l'enquête, **240 avenue Victor Hugo, 34400 Lunel**, aux heures habituelles d'accueil du public : du lundi au vendredi **de 8h à 12h30 et de 13h30 à 17h**

- sur le site internet accueillant le registre dématérialisé mis à disposition par le maître d'ouvrage : <https://www.democratie-active.fr/agrandissement-step-lunel/>

- sur le site des services de l'Etat : <https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>

- au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall de la préfecture de l'Hérault, 34 place des Martyrs de la Résistance à Montpellier, du lundi au vendredi, sur rendez-vous au 04 67 61 61 61.

Enfin toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Préfecture de l'Hérault, Bureau de l'environnement.

Observations du public :

Pendant toute la durée de l'enquête, **du lundi 15 février 2021 à 8 heures au mardi 2 mars 2021 à 17 heures**, le public pourra déposer ou transmettre ses observations :

- sur le registre d'enquête prévu à cet effet, déposé à la mairie de Lunel, siège de l'enquête aux jours habituels d'ouverture de la mairie ;

- sur le registre dématérialisé mis à disposition sur internet à l'adresse suivante : <https://www.democratie-active.fr/agrandissement-step-lunel/>

- par voie postale à la commissaire enquêtrice au siège de l'enquête :
Madame la Commissaire enquêtrice
Enquête STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LUNEL
Mairie de Lunel
240 avenue Victor Hugo
34400 LUNEL

- les observations écrites ou orales pourront également être reçues pendant les permanences de Madame Danielle BERNARD-CASTEL, commissaire enquêtrice, dans la mairie de Lunel, établies aux jours et heures suivants :

- mardi 16 février 2021 de 13h30 à 16h30
- mercredi 24 février 2021 de 13h30 à 16h30
- mardi 2 mars 2021 de 14h à 17h

La commissaire enquêtrice pourra aussi recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui lui en fera la demande dûment motivée.

Les mesures d'hygiène et de distanciation sociale prévues dans le contexte de l'épidémie de covid-19 seront affichées en mairie et devront être strictement respectées.

Toute personne pourra prendre connaissance, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la Préfecture de l'Hérault, Direction des Relations avec les collectivités locales, bureau de l'environnement, à la mairie de Lunel, commune d'implantation du projet et siège de l'enquête, du rapport et des conclusions motivées de la commissaire enquêtrice et du mémoire en réponse du demandeur qui seront également publiés, pour la même durée, sur le site internet des services de l'Etat dans l'Hérault : <https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure, prise par M. le Préfet de l'Hérault, est soit un arrêté préfectoral d'autorisation, soit un arrêté préfectoral d'autorisation assortie du respect de prescriptions, ou un arrêté de refus.

AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Aux termes d'un acte sous seing privé, en date du 22 décembre 2020, il a été constitué une EURL ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : AMJ SERVICES

Capital : 1 800,00 euros

Siège : 39 rue de la Condamine, 34080 MONTPELLIER

Objet : La société a pour objet le transport public routier des marchandises et la location des véhicules industriels avec ou sans conducteur. Activités limitées à l'exploitation de véhicule légers de moins de 3,5 tonnes de PMA. Et plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous les objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Durée : 99 ans.

Gérance : M. AYIVI ANTONIN MARIE JUSTIN AKOUETE demeurant 39 rue de la Condamine, 34080 MONTPELLIER.

Immatriculation : au RCS de MONTPELLIER.

Pour avis

AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Avis est donné en date du 25 janvier 2021 de la constitution de la Société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle

Dénomination sociale : S.A.S.U JCRC

Objet social : Commerce de détail de produits et matériels de modélisme en vente direct et par internet

Siège social : 664 rue de la Vasière, Résidence le Mas de la Pinède 34790 GRABELS

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des Sociétés

Capital social : 1 000 euros, divisé en 100 actions de 10 euros

Président : M. CLAUD JONATHAN, demeurant 664 rue de la Vasière, Résidence le Mas de la Pinède - 34790 GRABELS

Admission aux assemblées et exercice du droit de vote : Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, sur simple justification de son identité et quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors qu'elles ont été libérées des versements exigibles et que les actions soient inscrites dans le registre des mouvements de titre au moins cinq jours avant l'assemblée.

Clauses d'agrément : Les actions sont librement transmissibles.

Immatriculation : au RCS de MONTPELLIER.

Pour avis, le Président

RECTIFICATIF

Suite à l'annonce légale parue dans La Gazette de Montpellier N° 1697/1698 du jeudi 24 décembre 2020 concernant la constitution de la SASU DJET NET 34, il convenait de lire :

- **Siège social** : 10 rue des pointes 34920 LE CRES (et non 8 impasse des pointes...).

- **Objet social** : Achat et vente de fruits et légumes, lavage voiture.

Pour avis, le Président

RECTIFICATIF

Suite à l'annonce légale parue dans La Gazette de Montpellier N° 1700 du jeudi 14 janvier 2021 concernant la dissolution anticipée de la SASU VITI OCCITANIE, il convenait de lire :

Lors de l'AG du 04/01/2021, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 04/01/2021 (et non du 31/12/2020).

Pour avis

AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Suivant acte reçu par Maître Nathalie HUMBERT-MIGLIORE, notaire associé membre de la Société à Responsabilité Limitée AUBEN'ACTES ALLIANCE NOTAIRES titulaire d'offices notariaux dont le siège est à AUBENAS (Ardèche), 3 rue Marc Seguin, le DOUZE JANVIER DEUX MILLE VINGT-ET-UN, a été constitué une SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIERE dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : LES DOUCES

Capital social : CINQUANTE CINQ MILLE EUROS (55.000,00 €) divisé en 1.000 parts de 55,00 € chacune.

Siège social : LA GRANDE MOTTE (Hérault), 2 rue des Deux Manses.

Objet social : La gestion, l'administration, la mise en valeur et l'exploitation par bail ou autrement de tous biens ou droits immobiliers dont la société pourra devenir propriétaire et généralement toutes opérations se rattachant à l'objet social.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Gérance : Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 12 janvier 2021, ont été nommés cogérants sans limitation de durée : Madame Marie-Paule Georgette SAUNIER, épouse ROQUE demeurant à MONTPELLIER (Hérault) 2 rue des Deux Manses, et Monsieur Jean-Michel Elie SAUNIER demeurant à VESSEAU (Ardèche) 619 Chemin Royal.

Immatriculation : La société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de MONTPELLIER (Hérault).

Cession de parts sociales - agrément : Toutes les cessions de parts sociales sont soumises à agrément. La décision d'agrément est de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

Pour Avis, Maître Nathalie HUMBERT-MIGLIORE

Service annonces légales - Contact: Marie-Laure Boyer - 04 67 06 77 77

E.mail: annonceslegales@gazettedemontpellier.fr • www.lagazette-legales.fr • www.lagazettedemontpellier.fr

ANNEXE 4



ACTUALITÉS

RÈGLEMENTATION ET DÉFINITIONS

LE REGISTRE NUMÉRIQUE

QUI SO

TRAITEMENT EAUX USEES LUNE...

Journal : Midi Libre

Date : 28/01/2021

Département : Hérault (34)

Avis d'enquête publique direction des relations avec les collectivités locales bureau de l'environnement en application de l'arrêté préfectoral n° 2021-i-078 du 19 janvier 2021, il sera procédé à une enquête publique relative au projet d'extension...

TRAITEMENT EAUX USEES LUNE...

Journal : Midi Libre

Date : 18/02/2021

Département : Hérault (34)

Rappel avis d'enquête publique direction des relations avec les collectivités locales bureau de l'environnement en application de l'arrêté préfectoral n° 2021-i-078 du 19 janvier 2021, il sera procédé à une enquête publique relative au projet d'extension...



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

Liberté
Égalité
Fraternité

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux du canal du Sommiérois en vue de l'alimentation en eau potable d'une partie du territoire du syndicat mixte Garrigue Campagne à partir de la station la Bruyère implantée sur la commune d'Entre-Vignes et de l'instauration des périmètres de protection et des servitudes qui en découlent

Les travaux relatifs à la station de pompage la Bruyère, situé sur la commune d'Entre-Vignes, sont préalablement soumis à la procédure d'enquête publique qui se déroulera du samedi 27 février 2021 à 9h00 au mercredi 17 mars à 18h00, soit pendant 19 jours consécutifs.

Les communes d'Entre-Vignes, Lunel-Viel et Saint-Génies-des-Mourgues (Hérault), sont concernées par les périmètres de protection rapprochée. Les communes de Lunel (Hérault), d'Aigues-Vives, Beaucaire, Beauvoisin, Bellegarde, Codognan, Fourques, Gallargues-le-Montueux, Le Caylar, Saint-Gilles, Vauvert, Vergèze et Vestric-et-Candiac (Gard) sont concernées par le périmètre de protection éloignée.

Le commissaire enquêteur désigné par le Tribunal administratif de Montpellier pour conduire cette enquête est Monsieur Olivier FORICHON.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête sera déposé et consultable en mairie d'Entre-Vignes (159, avenue de la Bouvine - Saint-Christol), siège de l'enquête, et en mairies de Lunel-Viel et Saint-Génies-des-Mourgues aux heures d'ouverture habituelles des bureaux au public.

A titre indicatif, les horaires d'ouverture habituels au public sont :

- mairie d'Entre-Vignes (Saint-Christol) :
lundi, mercredi et vendredi de 9h à 12h et de 16h à 18h30,
mardi et jeudi de 9h à 12h,
les samedis des semaines paires de 9h à 12h,
- mairie de Lunel-Viel :
du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 17h ;
- mairie de Saint-Génies-des-Mourgues :
du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 15h30 à 17h30 et le samedi de 10h à 12h.

Une notice explicative sur les périmètres de protection et les prescriptions proposées sera consultable dans les mairies concernées par le périmètre de protection éloignée.

Le public pourra déposer ou transmettre ses observations et propositions durant toute la durée de l'enquête, soit du samedi 27 février 2021 à 9h00 au mercredi 17 mars à 18h00 :

- sur le registre d'enquête déposé en mairie d'Entre-Vignes (159, avenue de la Bouvine - Saint-Christol), siège de l'enquête, et en mairies de Lunel-Viel et Saint-Génies-des-Mourgues suivant les heures d'ouverture habituelles.
- par voie postale au commissaire enquêteur qui les annexera dans les meilleurs délais au registre après les avoir visées, à l'adresse suivante :
Monsieur Olivier FORICHON, commissaire enquêteur
"Enquête publique station la Bruyère"
Mairie d'Entre-Vignes
159, avenue de la Bouvine - Saint-Christol
34400 Entre-Vignes
- auprès du commissaire enquêteur qui recevra, en personne, les observations et propositions du public lors de ses permanences en mairie d'Entre-Vignes (159, avenue de la Bouvine - Saint-Christol) :
- le samedi 27 février 2021 de 9h00 à 12h00,
- le mercredi 17 mars 2021 de 16h00 à 18h00.

• sur rendez-vous auprès du commissaire enquêteur pour toute personne qui en fera la demande dûment motivée.

Les mesures prises par les collectivités au regard de l'évolution de la situation sanitaire liée à la COVID-19 seront affichées en mairie et devront impérativement être respectées.

Toute personne pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, sur rendez-vous, à la préfecture de l'Hérault, direction des relations avec les collectivités locales, bureau de l'environnement et dans les mairies mentionnées ci-dessus pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique.

À l'issue de la procédure, le préfet de l'Hérault pourra déclarer ou refuser l'utilité publique des travaux de dérivation des eaux du canal du Sommiérois en vue de l'alimentation en eau potable d'une partie du territoire du syndicat mixte Garrigue Campagne à partir de la station la Bruyère implantée sur la commune d'Entre-Vignes et de l'instauration des périmètres de protection et des servitudes qui en découlent.

Par AGE du 28/12/2020, le siège social de la SCI LAMERCI IMMO au capital de 1 000 €, immatriculée au RCS de MONTPELLIER sous le numéro 479 096 901, qui se situe 16-18 rue de La Merci 34000 MONTPELLIER est transféré à compter du 28 décembre 2020 au 1035 av. Léonard de Vinci 34970 LATTES.
L'article 5 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour avis, la Gérance

Par AGE du 05/01/2021, le siège social de la SCI TAC IMMO au capital de 100 000 €, immatriculée au RCS de MONTPELLIER sous le numéro 441 357 266, qui se situe 1037, avenue Léonard de Vinci 34970 LATTES est transféré à compter du 05/01/2021 au 2, allée de Rive Male 66110 MONTBOLO.
L'article 5 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour avis, la Gérance



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

Liberté
Égalité
Fraternité

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

RAPPEL

En application de l'arrêté préfectoral n° 2021-I-078 du 19 janvier 2021, il sera procédé à une enquête publique relative au projet d'extension et de modernisation de la station de traitement des eaux usées de Lunel présentée par la ville de Lunel au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement.

Cette enquête publique est prescrite pour une durée de 16 jours consécutifs, **du lundi 15 février 2021 à 8h00 au mardi 2 mars 2021 à 17h00** inclus. Madame Danielle BERNARD-CASTEL, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, retraitée, a été désignée en qualité de commissaire enquêteur par la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier.

Le responsable du dossier auprès duquel des informations peuvent être demandées est Monsieur Florent POTEAU - Tél. : 04 67 87 83 57 - mail : florent.poteau@ville-lunel.fr

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Lunel (34400), 240 avenue Victor Hugo.

La commune de LUNEL et le Syndicat mixte du bassin de l'Or (SYMBO), sont compris dans le rayon d'affichage de l'installation projetée, pour laquelle l'enquête publique est organisée.

Dossier d'enquête :

Pendant toute la durée de l'enquête publique du lundi 15 février 2021 à 8h00 au mardi 2 mars 2021 à 17h00 le dossier sera consultable :

- en mairie de Lunel, hôtel de ville, siège de l'enquête, **240 avenue Victor Hugo, 34400 Lunel**, aux heures habituelles d'accueil du public : du lundi au vendredi de **8h à 12h30 et de 13h30 à 17h**

- sur le site internet accueillant le registre dématérialisé mis à disposition par le maître d'ouvrage :
<https://www.democratie-active.fr/agrandissement-step-lunel/>

- sur le site des services de l'État :
<https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>

- au moyen du point numérique pour les usagers dans le hall de la préfecture de l'Hérault, 34 place des Martyrs de la Résistance à Montpellier, du lundi au vendredi, sur rendez-vous au 04 67 61 61 61.

Enfin toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Préfecture de l'Hérault, Bureau de l'environnement.

Observations du public :

Pendant toute la durée de l'enquête, **du lundi 15 février 2021 à 8 heures au mardi 2 mars 2021 à 17 heures**, le public pourra déposer ou transmettre ses observations :

- sur le registre d'enquête prévu à cet effet, déposé à la mairie de Lunel, siège de l'enquête aux jours habituels d'ouverture de la mairie ;

- sur le registre dématérialisé mis à disposition sur internet à l'adresse suivante :
<https://www.democratie-active.fr/agrandissement-step-lunel/>

- par voie postale à la commissaire enquêteur au siège de l'enquête :
Madame la Commissaire enquêteur
Enquête STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LUNEL
Mairie de Lunel
240 avenue Victor Hugo
34400 LUNEL

- les observations écrites ou orales pourront également être reçues pendant les permanences de Madame Danielle BERNARD-CASTEL, commissaire enquêteur, dans la mairie de Lunel, établies aux jours et heures suivants :

- mardi 16 février 2021 de 13h30 à 16h30
- mercredi 24 février 2021 de 13h30 à 16h30
- mardi 2 mars 2021 de 14h à 17h

La commissaire enquêteur pourra aussi recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui lui en fera la demande dûment motivée.

Les mesures d'hygiène et de distanciation sociale prévues dans le contexte de l'épidémie de covid-19 seront affichées en mairie et devront être strictement respectées.

Toute personne pourra prendre connaissance, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la Préfecture de l'Hérault, Direction des Relations avec les collectivités locales, bureau de l'environnement, à la mairie de Lunel, commune d'implantation du projet et siège de l'enquête, du rapport et des conclusions motivées de la commissaire enquêteur et du mémoire en réponse du demandeur qui seront également publiés, pour la même durée, sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault : <https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2>

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure, prise par M. le Préfet de l'Hérault, est soit un arrêté préfectoral d'autorisation, soit un arrêté préfectoral d'autorisation assortie du respect de prescriptions, ou un arrêté de refus.

ANNEXE 4



MAIRIE LE CAYLAR

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté en date du 16 mars 2021, le Maire de la commune de LE CAYLAR a ordonné l'ouverture d'une enquête publique relative au déclassement de la voie communale Section D1 - Plan DP - Désignation provisoire A.

L'enquête se déroulera à la mairie pendant 15 jours, aux jours et heures habituelles d'ouverture, à savoir de 9 h à 12 h, du 8 mars 2021 au 23 mars 2021 inclus.

Chacun pourra y prendre connaissance du dossier et, éventuellement, consigner ses observations sur le registre d'enquête, ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.

M. TRUSSON François, exerçant la profession d'enquêteur public a été désigné en qualité de commissaire enquêteur et recevra en mairie :
- le 19 mars 2021 de 9 h à 12 h.

AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Par un acte SSP en date du 08 février 2021, a été constituée une société :

Dénomination : THERM-ISOL

Non commercial : THERM-ISOL

Forme : Société par Actions Simplifiée

Capital : 6 000 euros

Siège social : 157 rue du Taste Vin 34500 BÉZIERS

Objet social : Tous travaux d'aménagements d'intérieur et d'isolation, (isothermie, fourniture et pose de cloisons sèches, chambres froides) auprès des professionnels et des particuliers, et services rattachés.

Durée : 99 ans

Présidente statutaire : Le premier président de la société, nommé statutairement pour une durée indéterminée est Madame Nathalie LESIEUX, née le 11/12/1979 à Chenove (21), de nationalité française, demeurant au 157 rue du Taste Vin 34500 BÉZIERS, célibataire

Transmission des actions : La cession des actions de l'associée unique est libre

Admission aux assemblées, exercice du droit de vote : Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales impliquant une réunion physique en son domicile ou par consultation par correspondance et d'exercer son droit de vote

Immatriculation : au RCS de BÉZIERS.

Pour avis, la Présidence

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM PATRONYMIQUE

Monsieur DELMULLE Morgan, né le 14/12/2000 à NÎMES (Gard), demeurant 49 avenue du Professeur Grasset 34090 MONTPELLIER, agissant en son nom personnel, dépose une requête auprès du Garde des Sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique, celui de MARTIN.

Pour avis

ROYAL SECURITY

SARL au capital de 3 000 euros

Siège social : 23 avenue d'Estienne d'Orves

34500 BÉZIERS

RCS BÉZIERS : 531 706 018

DISSOLUTION ANTICIPÉE

Lors de l'AG du 11/02/2021, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31/12/2020. Monsieur ZIDOUNE Mounir demeurant au 30 boulevard 1848 apt 2 Résidence Roca 11100 NARBONNE est nommé liquidateur. Le siège de la liquidation est fixé à l'adresse du liquidateur. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être transmis.

Dépôt au RCS de BÉZIERS.

Pour avis, le Liquidateur

Service annonces légales

Marie-Laure Boyer

Tél. 04 67 06 77 77 - E.mail : annonceslegales@gazettedemontpellier.fr



RAPPORT

L'an deux mille vingt et un, le vingt huit du mois de janvier,

Nous soussigné(s), Directeur AZAUBERT THIBAUT

Dûment agréé(s) et assermenté (s)

*Vu les articles 21 2°, 21-2, 21-1 du Code de Procédure Pénale,
Vu l'article L511-1 du Code de la Sécurité Intérieure, agissant en
uniforme et en exécution des ordres reçus, rapportons les faits
suivants:*

OBJET :

- Rapport de constatation d'affichage
sur les panneaux d'Avis d'Enquête
Publique relative au "Projet
d'extension et de modernisation de la
station de traitement des eaux usées
de Lunel".

PIECES JOINTES :

- Clichés photographiques.

Destinataires :

- 1- Monsieur le Maire
- 1- Monsieur le Directeur des Services
Techniques
- 1- Monsieur L'Adjoint délégué à la
sécurité
- 1- Archives

---Ce jour, le vingt huit janvier deux mille vingt et un, à dix heures,
pour faire suite à la demande de Monsieur Florent POTEAU, Directeur
des Services Techniques de la commune de Lunel, nous procédons
aux constatations de l'affichage réglementaire de l'avis d'une enquête
publique concernant le projet d'extension et de modernisation de la
station de traitement des eaux usées de Lunel.

---Nous constatons que l'avis d'enquête est bien affiché sur les
panneaux administratifs implantés aux lieux listés ci-dessous :

- Hôtel de Ville sis 240 avenue Victor Hugo - 34400 LUNEL
- Station d'épuration sis chemin du Mas de Combet - 34400 LUNEL
- Syndicat mixte du Bassin de l'Or (SYMBO) sis 130 chemin des
Merles -34400 LUNEL

---Des prises de vues photographiques des divers lieux sont réalisées
et sont annexées en pièces jointes au présent rapport de
constatation.

---En conséquence, nous rédigeons le présent rapport pour valoir et
servir ce que de droit.

Les A.P.J.A. :

ANNEXE 4

Vu et transmis,
Le Directeur

Le Chef de Service

Photo N°1 - Affichage intérieur Mairie



Photo N°2 - Affichage extérieur Mairie

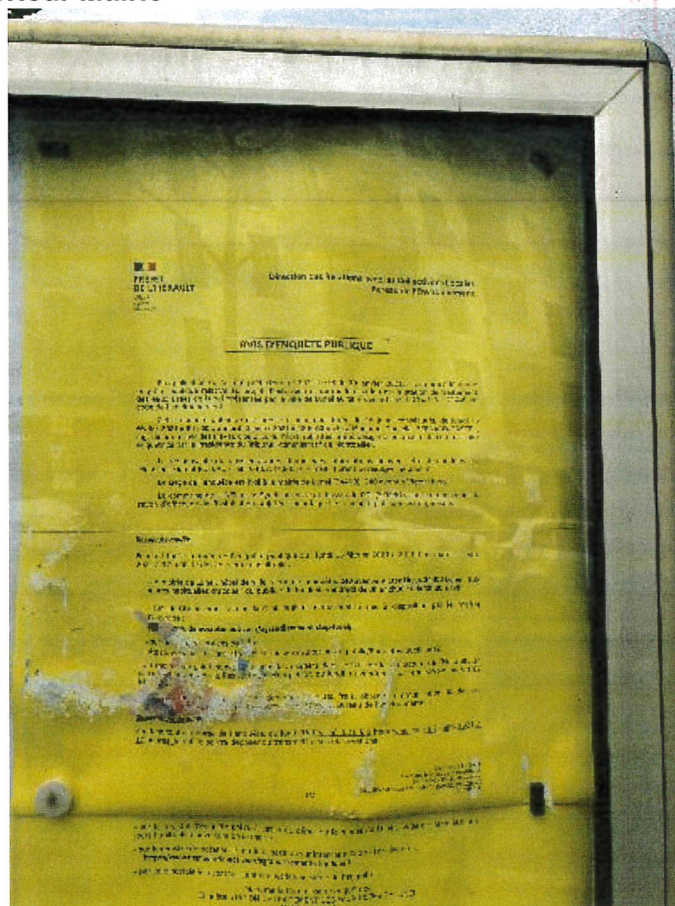


Photo N°3 - Affichage SYMBO 1

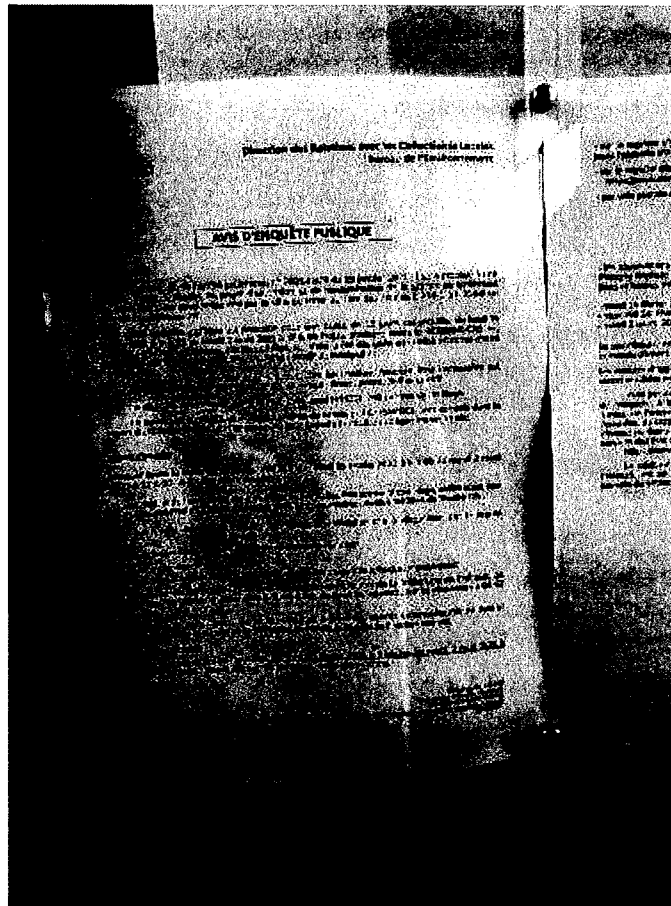


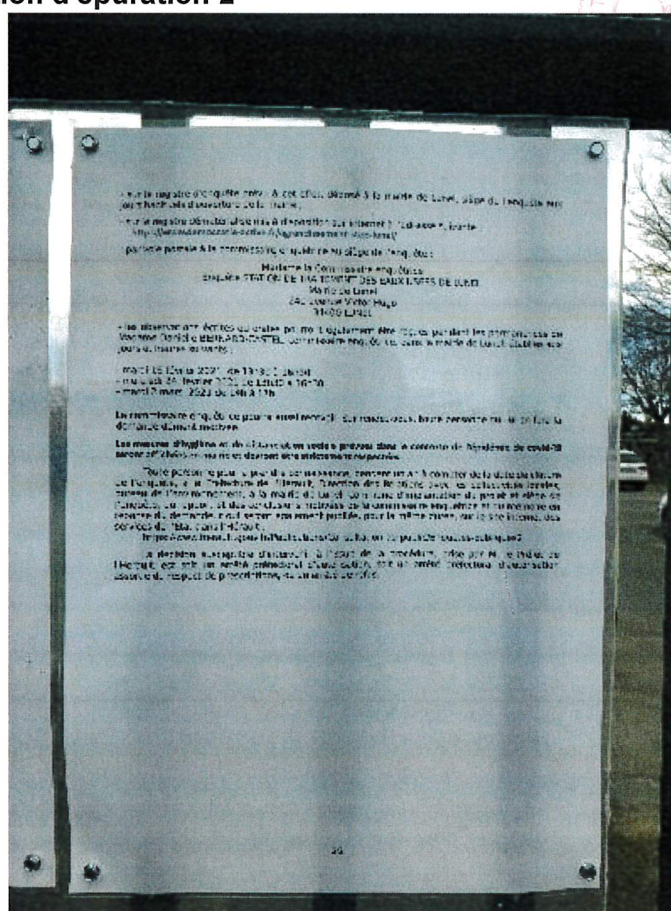
Photo N°4 - Affichage SYMBO 2



Photo N°5 - Affichage station d'épuration 1




Photo N°6 - Affichage station d'épuration 2




ANNEXE 4

Annexe N° : Affichage

symbo

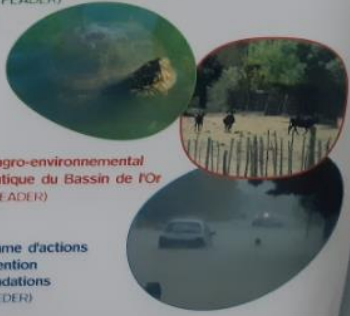


**Etablissement
Public Territorial
Bassin
de l'Or**



L'Europe cofinance des projets menés par le Symbo.

**Projet Natura 2000 sur l'étang de l'Or
(Fonds FEADER)**



**Projet agro-environnemental
climatique du Bassin de l'Or
(Fonds FEADER)**

**Programme d'actions
prévention
inondations
(Fonds FEDER)**

**Syndicat
Natura 2000
Bassin de l'Or**

**Direction des Relations avec les Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement**

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Les dispositions du présent règlement n° 2021-0128 du 14 janvier 2021, à savoir l'article 3, ont été adoptées par le conseil municipal du 14 janvier 2021 et ont été publiées au Journal Officiel de la République Française le 14 janvier 2021. Les dispositions du présent règlement n° 2021-0128 du 14 janvier 2021, à savoir l'article 3, ont été adoptées par le conseil municipal du 14 janvier 2021 et ont été publiées au Journal Officiel de la République Française le 14 janvier 2021.

Projet de loi

Le projet de loi n° 2021-0128 du 14 janvier 2021, à savoir l'article 3, a été adopté par le conseil municipal du 14 janvier 2021 et a été publié au Journal Officiel de la République Française le 14 janvier 2021.

Projet de loi

Le projet de loi n° 2021-0128 du 14 janvier 2021, à savoir l'article 3, a été adopté par le conseil municipal du 14 janvier 2021 et a été publié au Journal Officiel de la République Française le 14 janvier 2021.

Projet de loi

Le projet de loi n° 2021-0128 du 14 janvier 2021, à savoir l'article 3, a été adopté par le conseil municipal du 14 janvier 2021 et a été publié au Journal Officiel de la République Française le 14 janvier 2021.

Fichier Édition Affichage Historique Marque-pages Outils ?

Accueil - L'intranet de la Préfet... Avis et Arrêté préfectoral d'ouv... 00206B39C4EC210121153953 - / X (100 non lus) - drissdag34@yali... Nouvel onglet

https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/Enquetes-publiques2/Extension-et-Modernisation-de-la-... Rechercher

Article

PRÉFET DE L'HÉRAULT
Liberté
Égalité
Fraternité

Les services de l'État dans l'Hérault

Services de l'État Politiques publiques Actualités Publications Démarches administratives Vous êtes...

Accueil > Publications > Consultation du public > Enquêtes publiques > Extension et Modernisation de la station de traitement des eaux usées de Lunel porté par Commune d eLunel > Avis et Arrêté préfectoral d'ouverture d'Enquête publique STEU Lunel 2021

Partager

Extension et Modernisation de la station de traitement des eaux usées de Lunel porté par Commune d eLunel

Avis et Arrêté préfectoral d'ouverture d'Enquête publique STEU Lunel 2021

Mise à jour le 27/01/2021

> Avis Enquête Publique STEU Lunel 2021 - format : PDF - 0,11 Mo

> AP Ouverture Enquête Publique STEU Lunel n° 2021-078 du 19.01.2021 - format : PDF - 0,18 Mo

Services de l'État
Politiques publiques
Actualités
Publications
Démarches administratives
Vous êtes...
> Particulier
> Professionnel
> Association
> Collectivités

Horaires des services
Informations légales
Plan du site
Contactez-nous
Information sur les cookies

EAR : Espace accès restreint
RGAA : Référentiel Général d'Accessibilité
IAL : Information acquéreur locataire
Termites et mœurs

Tous droits réservés SIGDILA
République Française ©
2011-2012

Service-Public.fr
Le site officiel de l'administration française

Legifrance
Le site officiel de l'administration française

france.fr
Le portail de l'État

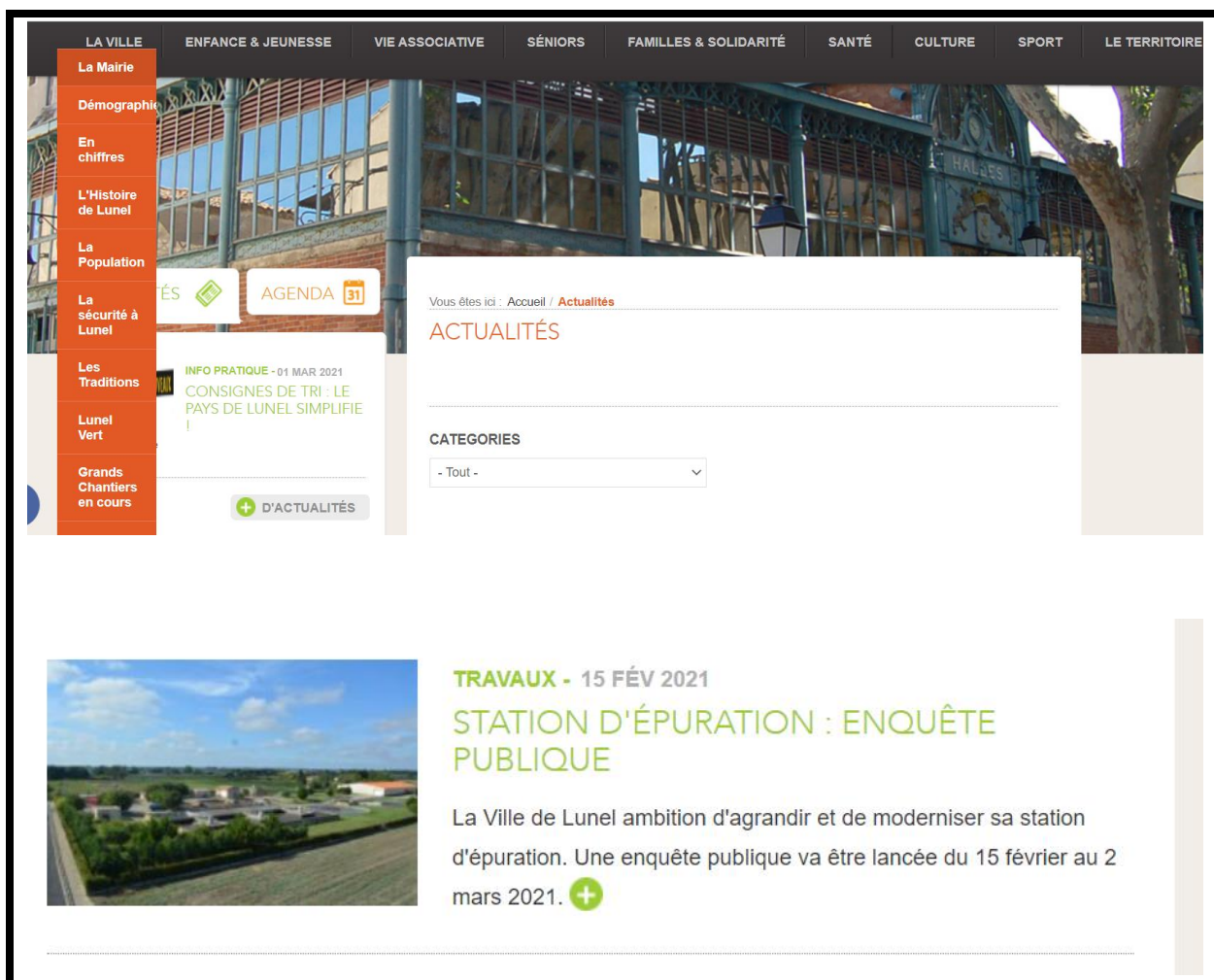
gouvernement.fr

data.gouv.fr
Le portail des données publiques de France

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour réaliser des statistiques de visites. En savoir plus Accepter

14:54
27/01/2021

ANNEXE 4



ANNEXE 4

**PROPRETÉ****Les dépôts sauvages vont coûter cher**

La municipalité poursuit sa campagne zéro tolérance pour la propreté. Les personnes qui seront désormais prises en flagrant délit de dépôt sauvage écoperont d'une amende de 4^e classe, d'un montant de 135 €.

LE CHIFFRE**1 900**

C'est le nombre d'élèves concernés par les actions de prévention et de sécurité routière mené par le service Jeunesse de la Ville dans les écoles maternelles, élémentaires, les collèges et les lycées.

**DERNIERS JOURS****L'enquête publique s'achève le 2 mars**

Les citoyens peuvent donner leur avis sur le projet d'extension de la station d'épuration de Lunel jusqu'au 2 mars. La dernière permanence de la commissaire enquêteuse est prévue mardi 2 mars de 14 h à 17 h en mairie.

ANNEXE 4**SOLIDARITÉ****La prochaine collecte de sang, c'est bientôt****CULTURE****La médiathèque étoffe sa collection numérique****RÉACTION****L'économie avant l'outarde canepetière**

Station d'épuration : enquête publique

TRAVAUX

La Ville s'apprête à moderniser son équipement pour notamment le dimensionner à hauteur d'une population de 42 000 habitants.

Onze millions d'euros. C'est ce que va coûter le chantier de la station d'épuration de Lunel. Ce dernier devrait commencer cette année. En attendant, dès ce 15 février, et jusqu'au 2 mars, une enquête publique va être lancée. Le dossier, composé d'une dispense d'enquête d'impact et surtout de l'étude d'incidence environnementale, sera consultable durant la période, soit en mairie, soit en ligne sur le site de la préfecture de l'Hérault.

Par ailleurs, durant trois demi-journées, le 16 février de 13 h 30 à 16 h 30, le 24 février de 13 h 30 à 16 h 30 et le 2 mars de 14 heures à 17 heures, la commissaire enquêteuse désignée, en l'occurrence

Danielle Bernard-Castel, assurera des permanences pour recueillir les observations du public.

11 M€ à financer durant quatre ans

Le chantier, attribué à l'entreprise SA Sources de Montpellier, a pour objectif de moderniser la station d'épuration construite en 1977, déjà agrandie et mise aux normes en 1997 et 2002 et actuellement capable d'absorber les rejets d'eaux usées d'une population équivalente à 33 000 habitants. Pour parvenir à absorber une population de 42 000 habitants, estimée à l'horizon 2040, les travaux vont consister à étendre



L'avis d'enquête est en place à l'entrée de la station d'épuration. I.-P.S.

le traitement biologique de l'équipement actuel, à restructurer la file boue, et à réussir à capter un survolume d'eau de pluie en réalisant un bassin d'orage compartimenté de 2 600 m³.

À signaler que les 11 M€ de travaux estimés, devraient être en partie subventionnés par l'Agence de l'eau et ils obligeront la ville à recourir à l'em-

prunt. Mais cela ne suffira pas, c'est la raison pour laquelle un financement par l'usager a été approuvé lors du vote du budget 2021 de l'eau et de l'assainissement. Concrètement, le prix de l'eau va augmenter pendant quatre ans, de 2,6 %. Il restera toutefois à l'issue de cette période, toujours inférieur au prix moyen national, assure la Ville.

Jean-Pierre Souche

LES É**MR B JEU**

Alors que depuis le c la pente a du bricolag explique A Le confine de bricolag

L'EPT TION FI

L'associat gestionna permettar à la gestio de confort dernier co et 700 eur gratuitem Freddy Ce Feline, ma respective l'EPTB au

L'INR D'AIMA

Une conve l'Institut n l'alimenta dernière d hydrauliqu construite

MAIRIE
Bureau
Réf : DST/ME
Affaire suivie par : Florent POTEAU

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Objet : avis d’ouverture d’enquête publique relative au projet d’extension et de modernisation de la station de traitement des eaux usées de Lunel (arrêté préfectoral n°2020-1-078)

Je soussigné, Pierre SOUJOL, Maire de la commune de Lunel, certifie que l'avis d'ouverture d'enquête publique (en application de l'arrêté n° 2020-I-078 en date du 19 janvier 2021) portant sur le projet d'extension et de modernisation de la station de traitement des eaux usées de Lunel sur la commune de Lunel, a été affiché du 26 janvier 2021 au 2 mars 2021 inclus, à la mairie de Lunel sise 240, avenue Victor Hugo, 34400 Lunel ainsi que devant la station d’épuration des eaux usées de Lunel sise 643, chemin du Mas de Combet, 34400 Lunel.

Fait à Lunel
Le 11 mars 2021



Pour le Maire et par délégation,
L’Adjointe déléguée,

Paulette GOUGEON

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Claude **BARRAL**, Président du **Syndicat Mixte** du **Bassin de l'Or** (SYMBO), certifie que :

- l'avis d'ouverture d'enquête publique (en application de l'arrêté n° 2020-I-078 en date du 19 janvier 2021) portant sur le projet d'extension et de modernisation de la station de traitement des eaux usées de Lunel sur la commune de Lunel, a été affiché du 26 janvier 2021 au 2 mars 2021 inclus, au siège du Sympo – 130 Chemin des Merles – 34400 LUNEL.

Fait à Lunel, le 3 mars 2021

**SYNDICAT MIXTE
du BASSIN de L'OR**
130, chemin de Merles
34400 LUNEL

Le Président,



Claude **BARRAL**



ANNEXE 6

Lunel, le 16 mars 2021

Mairie
Bureau technique@ville-lunel.fr
Réf DST/CT/1258/03/2021
Affaire suivie par : [Camille TESSIER](#)

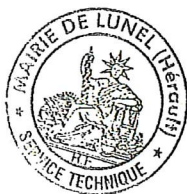
Madame Danielle BERNARD-CASTEL
Commissaire-Enquêteur

Objet : enquête publique relative au projet d'extension et de modernisation de la station de traitement des eaux usées de Lunel du 15 février au 2 mars 2021

Madame,

Vous trouverez ci-joint le procès verbal de synthèse suite à l'enquête publique cité en objet.

Je vous prie d'accepter, Madame, à l'expression de mes salutations distinguées.



Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe déléguée

Paulette GOUGEON

Hôtel de ville
240, avenue Victor Hugo
CS 30403
34403 LUNEL CEDEX

Tél. 04 67 87 83 00
Fax 04 67 87 84 42
www.lunel.com

Département de l'Hérault

COMMUNE DE LUNEL

ENQUETE PUBLIQUE du 15/02/2021 au 02/03/2021



Commissaire-Enquêteur : Danielle BERNARD-CASTEL

PROCES VERBAL DE SYNTHESE

Remis conformément aux prescriptions de l'article R123-18 du code de l'environnement rappelé à l'article 4 de l'arrêté préfectoral.

avec REPONSES DE LA MAIRIE aux questions du CE

Sommaire

0 – LE PROJET

1 – ORGANISATION DE L'ENQUETE

2 - DEROULEMENT DE L'ENQUETE

3 - ANALYSE DES OBSERVATIONS

L'enquête publique relative à la modernisation et à l'extension de la station d'épuration située sur le territoire de la commune a permis d'informer et de recueillir les observations ou contre-propositions du public sur la demande d'autorisation environnementale déposée par la ville de LUNEL.

Ces observations sont portées à la connaissance de la mairie de LUNEL dans ce PV de synthèse : il lui est demandé d'apporter toutes les informations complémentaires pour répondre aux questions soulevées.

0 –PRESENTATION DU PROJET

La station d'épuration de LUNEL, créée en 1975, déjà agrandie et mise aux nouvelles normes en 1997 et en 2002, était jusqu'ici prévue pour absorber les rejets de 33 000 EH (équivalent-habitant). À l'issue du chantier, elle sera redimensionnée pour traiter l'ensemble des effluents d'une commune à l'horizon 2040(41 136 EH par temps sec et 42 136 EH par temps de pluie).

La station d'épuration, station à boues activées en aération prolongée (élimination biologique de la pollution carbonée, azotée phosphorée) assure un traitement satisfaisant de la pollution tout au long de l'année ; c'est pourquoi ce type de traitement est conservé dans le projet de modernisation.

Les travaux à réaliser permettront de :

- Faire face à une augmentation de population et d'activité à l'horizon 2040
- Réduire, en période d'éléments pluvieux intenses, les rejets d'effluents non traités en tête de la station d'épuration
- Améliorer le traitement des boues afin d'en améliorer le transport, le stockage et l'utilisation en agriculture
- Diminuer les nuisances olfactives.

Le projet fait l'objet d'une étude d'incidence environnementale détaillée qui conclut :

« Cette unité permettra d'assurer un traitement performant des eaux usées générées sur Lunel à l'horizon 2040 tout en limitant l'incidence de ses rejets sur le milieu récepteur »

Plus de 11M€, c'est l'investissement prévu sur le budget d'assainissement de la ville pour moderniser et étendre une station d'épuration construite en 1977.

Ce coût sera sans doute réduit par l'octroi d'une subvention que les élus ont sollicitée auprès de l'Agence de l'Eau mais son montant n'est pas encore connu.

Ces travaux auront un impact sur la redevance assainissement.

En l'attente, le chantier attribué à l'entreprise Sources SA de Montpellier pourrait démarrer en 2021 par une tranche ferme, qui comprend le réaménagement complet du site, la démolition des ouvrages existants et la mise en service des nouvelles installations ainsi qu'une prestation supplémentaire qui concerne la mise en œuvre d'un traitement des produits de curage des réseaux.

Le traitement bactériologique par désinfection UV est prévu en tranche optionnelle, dont l'affermissement sera examiné au regard de l'investissement supplémentaire à mobiliser.

Questions du commissaire-enquêteur :

Il n'est pas précisé dans le dossier d'enquête l'impact de cet investissement sur le prix de la **redevance assainissement**.

Une information (« le prix de l'eau va augmenter pendant quatre ans de 2.6% ») a été portée à la connaissance des Lunellois par un article du journal Midi Libre, le 26/02/2021.

Pouvez-vous confirmer cette information et préciser quel est le prix actuel de l'eau ?

L'arrivée des **eaux claires** dans les réseaux d'eaux usées perturbe le fonctionnement des stations d'épuration.

Mon attention a été attirée sur ce point par plusieurs personnes reçues au cours des permanences.

Pouvez-vous compléter les informations données dans le dossier d'enquête, en précisant les travaux de modernisation des réseaux effectués ou à effectuer à moyen terme, par les montants engagés et le linéaire traité ?

REPONSE :

Le **prix actuel de l'eau** (base 2020) est de 2,76 €/m³ tout compris (eau + assainissement).

Une augmentation de +2,6% a été appliquée pour 2021 et aura tendance effectivement à se reproduire (+ ou - selon d'autres paramètres). Cette augmentation tient compte des travaux de la STEP mais aussi du nouveau réservoir d'eau potable à créer.

Eaux claires

Vous trouverez en effet l'ensemble des travaux réalisés ou restant à réaliser par la collectivité mais aussi par les particuliers pour la réduction des eaux claires parasites permanentes (ECP) ainsi que la réduction des eaux pluviales vers la station d'épuration en page 43 et 62 à 68 du Dossier d'Autorisation Environnementale (DAE).

En ce qui concerne les travaux inscrits dans le DAE pour la diminution des ECP dans les réseaux (tableau n°2 en page 66 du DAE), 80% ont d'ores et déjà été réalisés. Cela correspond à un montant de 2 000 000 € investi par la collectivité pour une diminution escomptée du débit d'ECP d'au moins 800 m³/jour.

Pour information, la collectivité alloue entre 300 000€ et 500 000€ par an depuis 10 ans pour diminuer l'intrusion des ECP dans le réseau d'assainissement et donc en entrée de STEP. A titre d'information, sur les exercices 2018 et 2019, 1 909 mètres linéaires du réseau d'assainissement ont été réhabilités, soit environ 1% de renouvellement annuel.

La collectivité se chargera également de faire un rappel auprès des particuliers des mises en conformité attendues pour supprimer leur apport en ECP dans les réseaux d'assainissement.

Par ailleurs, la collectivité a mis en place depuis 2016, un diagnostic permanent qui permet avec le délégataire de planifier les travaux de manière annuelle afin de diminuer les intrusions d'ECP dans les réseaux d'assainissement. Deux principaux indicateurs de suivi de l'évolution de la situation ont été mis en place dans ce diagnostic à savoir l'indice linéaire d'infiltration et le pourcentage de surface active. Ce diagnostic permanent permet de connaître avec précision la distinction entre les eaux usées strictes, les eaux claires parasites permanentes, les eaux d'infiltration par temps de pluie et les eaux de ressuyage.

1 - ORGANISATION DE L'ENQUETE

Préparation de l'enquête :

Les modalités d'organisation de l'enquête publique ont été définies en concertation entre la préfecture, la mairie de LUNEL et le commissaire-enquêteur.

Il a été convenu qu'une attention particulière serait apportée aux conditions d'accueil du public (respect des gestes barrières).

Publicité de l'enquête :

Elle a été réalisée conformément à la réglementation et aux prescriptions contenues dans l'arrêté préfectoral.

Elle a été complétée par deux articles dans la presse (Midi Libre) qui seront joints en annexe du rapport.

Demande du commissaire-enquêteur :

Préciser et compléter

Transmettre le certificat d'affichage de la publicité réglementaire.

REPONSE :

Nous transmettons en complément le certificat d'affichage de la publicité réglementaire, ainsi que les attestations de publication de l'enquête publique dans le Midi libre et dans la Gazette.

3 - DEROULEMENT DE L'ENQUETE

•Ouverture et clôture de l'enquête :

L'enquête a été ouverte le 15 Février 2021, à 8h30. Elle s'est déroulée durant 16 jours consécutifs jusqu'au 2 mars 2021 à 17h inclus.

Cette enquête s'est tenue pendant la période de couvre-feu (pandémie COVID 19) : les mesures d'hygiène et de distanciation sociale affichées en mairie sont respectées.

A la clôture de l'enquête, après la fermeture des locaux au public, le dossier d'enquête et le registre ont été remis au commissaire-enquêteur.

Le public a pu prendre connaissance du dossier et être reçu par le commissaire-enquêteur dans de bonnes conditions.

•Permanences du commissaire-enquêteur :

Conformément à l'article de l'arrêté préfectoral, le commissaire-enquêteur a tenu ses permanences au lieu, jours et heures prévus.

Lieu	Date de permanence	Horaires
Mairie de lunel	16/02/2021	13h30 à 16h30
	24/02/2021	13h30 à 16h30
	02/03/2021	14h à 17h

•La participation du public et le climat de l'enquête :

La participation du public peut être résumée ainsi :

- 1 personne (permanence du 16/02/2021) -6personnes et une association (permanence du 24/2/2021) - 2 personnes (permanence du 02/03/2021)
- 1 observation a été portée sur le registre papier
- 7 observations sur registre dématérialisé
- 2 courriers

Cette participation peut être considérée comme peu importante : elle peut s’expliquer par un enjeu moindre (équipement existant en fonctionnement), une information sur la nature des travaux à réaliser donnée par la presse locale, des nuisances faibles en raison de la situation de la station au regard des zones urbaines.

L’enquête s’est déroulée dans un climat serein. Aucun incident n’a été observé par le commissaire-enquêteur, ni ne lui a été signalé.

4- OBSERVATIONS

Les observations recueillies ne remettent pas en cause le projet de modernisation de la station d’épuration.

BILAN COMPTABLE DES OBSERVATIONS

OBSERVATIONS

À l’expiration de l’enquête publique, clôturée le 02/03/2021, les observations orales et écrites formulées au cours de l’enquête sont intégralement transcrites ci-après.

CODIFICATION :

- O suivi d’un numéro d’ordre pour les observations orales
- R suivi d’un numéro d’ordre pour les observations écrites sur registre papier
- Rl suivi d’un numéro d’ordre pour les observations écrites sur registre dématérialisé
- C suivi d’un numéro d’ordre pour les courriers reçus en permanence

Permanence du 16/02/2021 : 1 entretien Permanence du 24/02/2021 : 3 entretiens Permanence du 02/03/2021 :2 entretiens

5 observations orales 1 observation écrite sur registre papier 7 observations écrites sur registre dématérialisé 2 courriers reçus en permanence

OBSERVATIONS RECUEILLIES et DEMANDE DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

❖ **OBSERVATIONS DE Michel GUY**

R1 – Le 15/02/2021, prend connaissance du dossier et envisage de rencontrer le commissaire-enquêteur.

O1 – permanence du 16/02/2021 :

- Évoque **les incidences environnementales** sur le projet (qualité des eaux dans le ruisseau du Gardon et compatibilité avec des activités de loisirs, érosion des fondations de la voûte du mas de Bory)
- S'interroge sur les autorisations à obtenir obligatoirement (permis de construire, servitude de rejet).

Le commissaire lui rappelle les modalités de formulation par écrit d'une observation (courrier, registre papier et registre dématérialisé).

O2 – permanence du 24/02/2021

- Attire l'attention sur l'attribution du marché travaux avant l'enquête publique,
- S'interroge sur l'auteur des plans fournis dans le dossier d'enquête.

O3 – permanence du 02/03/2021

- vérifie que le commissaire-enquêteur a bien pris connaissance des messages publiés sur le registre dématérialisé
- indique qu'il n'a pas réussi à mettre en pièces jointes tous les documents.

Le commissaire enquêteur lui propose de transmettre les pièces, une par une et lui rappelle que l'enquête ainsi que le registre seront clos, le mardi 2/03/2021, à 17h.

RI-3 : Déposé le 26 février 2021 par M. GUY Organisation : ABUSIF

Avis : Défavorable

« J'ai l'honneur de vous communiquer en pièce jointe

Le rapport de la Mise qui a donné lieu à la continuation d'exploitation en 2015 de la station d'épuration

Le lancement du marché public attribué le 11 Novembre 2020

Ainsi qu'un plan situant le rejet de la station »

pièce jointe : schéma à main levée : plan de situation de la station avec emplacement mas de BORY et ruines.

RI-4 Déposé le 27 février 2021 par M. GUY Organisation : ABUSIF

Avis : Défavorable

« J'ai l'honneur de vous communiquer ces 2èmes informations concernant le volet financier de cette extension

En effet il me semble que l'enquête publique doit prendre en compte la manière dont elle a été lancée afin qu'elle puisse être prise en compte par les services de l'état

Donc comment cette société IRH intervient et dans quel cadre Maître d'œuvre, architecte

Ainsi que le lit du ruisseau a été rétréci et surtout comme je l'ai déjà signalé sa propriété et les servitudes et autorisation qui vont avec pour cette modification qui vont avec »

Pièce jointe : capture écran du sommaire : compte rendu de conseil municipal du 18/11/ 2020 reproduit ci-après :

1.9 – Agrandissement et modernisation de la station d'épuration – Dossier réglementaire

Le Conseil Municipal a décidé :

- d'émettre un avis favorable sur le projet d'agrandissement et de modernisation de la STEP,
- d'approuver le dossier réglementaire,
- d'autoriser Monsieur le Maire à poursuivre la procédure réglementaire et notamment saisir Monsieur le Préfet pour l'ouverture d'une enquête publique unique,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

RI-6 et 7 Déposés le 2 mars 2021 par M. GUY

Avis : Défavorable

« J'ai l'honneur de vous informer qu'effectivement il semblerait que les sociétés IRH ingénierie et VEOLIA seraient liées à travers M. Francis Marcus »

Suivent 2 pièces jointes :

- Arrêté 2000-01-4139 : Autorisation du 15/12/2000 de travaux d'extension de la station au titre de la loi sur l'eau
- Avis de marché public travaux public le 5 juillet 2019 au BOAMP

Questions du commissaire-enquêteur :

L'avis **défavorable** de M. GUY n'est pas clairement motivé.

Son inquiétude sur les conséquences environnementales de ce projet ne s'appuie pas sur des éléments précis : le dossier d'enquête traite ce sujet sur 100 pages et l'information sera complétée par les réponses que vous apporterez sur ce sujet aux autres observations, notamment celle de l'APIL.

Les ruines (indiquées sur le plan, en face du rejet de la station) sont situées sur un terrain privé et leur propriétaire n'a pas formulé d'observations sur leur conservation mais s'est inquiété sur l'érosion de la rive, au droit du rejet. Ce point est à examiner dans le cadre de l'observation déposée par M. Gomez, directement concerné.

L'enquête publique n'a pas pour objet le contrôle des procédures, des décisions préfectorales antérieures au projet ou de la légalité des décisions municipales prises pour lancer le projet, tel le choix d'un bureau d'études ou d'une entreprise. Toutefois, pour répondre aux interrogations de M. GUY sur le bon déroulement de cette opération, je souhaiterais que soit actualisé le planning prévisionnel des études et des travaux.

REPONSE :

A la suite de la clôture de l'enquête publique, le candidat retenu aura jusqu'à fin mai 2021 pour compléter les études préalables au commencement des travaux. Une fois cette phase achevée, soit début juin 2021 l'OS de démarrage des travaux de construction sera signé pour une durée de 73 semaines, soit une fin des travaux prévisionnels pour fin octobre 2022.

❖ OBSERVATION de ANTHOUARD Georges, Président APIL et PERRIN Jean, Vice-Président APIL

04 permanence du 24 /02/2021

(APIL=Association pour la prévention des inondations)

Remettent au commissaire-enquêteur un courrier (joint en annexe au registre papier **C1**) posant, après un préalable sur la situation du **canal de LUNEL** (qualité des eaux - point d'attraction loisirs-projet d'aménagement), les questions suivantes :

- Les conditions techniques pour un traitement tertiaire incluant un **traitement par ultra-violets** sont-elles réunies ?
 - La taille des locaux prévus pour le bâtiment de traitement tertiaire est-elle compatible avec la présence d'un réacteur de désinfection par UV en aval de l'unité de filtration ?
 - Confirmez-vous que la faible teneur moyenne en MES résiduelle en sortie du filtre de microfiltration tertiaire (MES<15mg/L) permet un fonctionnement optimal du réacteur UV (transmittance à 254nm) ?
 - Le réacteur UV sera-t-il dimensionné pour désinfecter l'effluent au débit de pointe de 650m³/h ?

- Le fonctionnement de la nouvelle filière de traitement permettrait-il d'hygiéniser les **boues**, conformément à cette nouvelle réglementation, essentiellement en période épidémique (présente et à venir) ?
- L'hypothèse de **réduction du rejet des eaux usées non traitées en tête de STEP** est-elle réaliste et suffisante ? Pour limiter la présence d'eaux claires, omniprésentes malgré les améliorations et les rénovations apportées au réseau de collecte des eaux usées et réduire les coûts de fonctionnement de la station, ne devrait-on pas mettre aux normes les branchements privés et, si nécessaire, prévoir des aides aux particuliers, au cas par cas ?
- Est-il prévu de laisser à l'air libre le **poste de dégrillage** à l'arrivée des eaux brutes, proche des zones de passage piétonnier (risque d'aérosolisation biologique) ?
- Pour les **rejets micropolluants de type médicaments, biocides, antibiotiques**, a-t-on une estimation de leur présence dans les eaux brutes en entrée de station et de leur abattement en sortie ? A-t-on prévu la possibilité en termes d'espace et de fonctionnalité d'implanter un traitement complémentaire dans le nouveau bâtiment de traitement tertiaire ?
- Demandent s'il est possible de réduire **l'impact énergétique de la STEP** (panneaux photovoltaïques sur toiture-centrale de cogénération- renouvellement d'équipement)
- Notent quelques **erreurs matérielles** dans le dossier
- Souhaitent **l'actualisation de certaines données** comme le planning de travaux.

RI 2 : déposé le 26 février 2021 par Jean Perrin (APIL)

Courrier remis au commissaire-enquêteur le 23 février (enregistré **C1** dans le registre papier)

- **Avis : Favorable**

❖ **OBSERVATION de José Luis BORDONADO et Agnès VIGOUREUX**

O5 permanence du 24 /02/2021

- S'interrogent sur la **qualité des eaux du rejet** et la possibilité d'avoir des activités de loisirs sur le **canal de LUNEL**.
- Se demandent pourquoi aucun contrôle n'est actuellement effectué sur la présence de la COVID 19 dans la station d'épuration.
- Souhaitent que soit retenue l'option de traitement bactérien des effluents par **traitement par ultra-violets**.
- S'inquiètent de l'augmentation du volume des **boues** destinées à l'épandage, compte tenu de la diminution des surfaces agricoles.

❖ **OBSERVATION de Philippe MOISSONIER**

RI 4 déposée le 25 /02/2021

*« Les rejets de la station d'épuration dans le canal de Lunel participent à son équilibre écologique et en font un riche écosystème. Les berges du **canal de Lunel** sont aussi un lieu de promenade et de loisir. Hors les analyses de la qualité de son eau montrent que l'on ne peut ni s'y baigner ni y pêcher, la pollution microbiologique étant trop importante. Malgré ces interdictions on constate la présence de nombreux pêcheurs, grands et petits venus y passer un moment de détente ou y chercher de quoi améliorer leurs repas. C'est notamment le cas des travailleurs saisonniers agricoles des Mas situés à proximité du canal. Il est donc important d'aller au-delà des obligations réglementaires et de mettre en œuvre des dispositifs de traitement des rejets permettant de réduire de manière importante cette pollution microbiologique. Pour le plus grand bien du milieu récepteur mais aussi et surtout des usagers du canal de plus en plus nombreux, un niveau élevé de traitement des rejets permettrait aussi de prendre en compte le nouveau contexte épidémique, des traces de COVID 19 ayant été mis en évidence dans les eaux usées. Un traitement additionnel par UV doit absolument être envisagé. Il s'agit ici d'un enjeu de santé publique et de protection des populations. »*

Questions du commissaire-enquêteur :

Les inquiétudes de M.Bordonado, Mme Vigoureux et M. Moissonier sur la qualité des eaux du rejet et la situation du canal rejoignent celles exprimées par l'APIL.

Compte tenu que les questions de l'APIL sont clairement exprimées, une réponse précise est demandée sur chaque point évoqué par cette association. (Texte complet de l'observation joint en annexe)

Les sujets « Covid et Exploitation des boues », évoqués par M. Bordonado et Mme Vigoureux devront faire l'objet d'une explication détaillée.

REPONSE :

Aucune contrainte réglementaire actuelle sur la recherche de la COVID 19 dans les effluents au niveau de la STEP n'est exigée auprès des collectivités.

En revanche, il existe le projet OBEPINE (Observatoire épidémiologique dans les eaux usées) qui permet d'apporter de la connaissance quant à la présence du virus dans les eaux usées de la STEP. La collectivité n'a cependant pas jugé nécessaire de le réaliser au niveau local sachant qu'elle n'est pas décisionnaire sur les décisions allouées à la gestion de la crise sanitaire actuelle.

❖ **OBSERVATION de Vincent RABOT:**

RI 5 déposée le 2 mars 2021 :

« La réalisation de cette augmentation de capacité est indispensable si nous voulons pouvoir dans l'avenir traiter l'ensemble de nos rejets. Le projet répond à ce besoin. Cependant, malgré la station d'épuration et sa conformité, le canal s'avère quand même pollué, certains mettent en cause la station d'épuration, mais je ne suis pas certain que de nombreuses maisons anciennes ne rejettent pas encore directement dans la partie de la Laune qui est enterrée sous la vieille ville.

Sauf si cela a bien déjà été réalisé, en parallèle de la construction de l'extension de la station d'épuration, un contrôle minutieux devrait être effectué pour localiser les rejets sans traitement ou de fosses septiques sur cette partie canalisée sous la vieille ville »

Question du commissaire-enquêteur :

Avez-vous fait une étude spécifique sur le secteur urbain ancien ?

REPONSE :

A l'heure actuelle, aucune étude spécifique n'a été réalisée. En revanche, la collectivité est consciente de cette problématique et va engager une réflexion particulière sur ce sujet.

❖ **OBSERVATION de Gilbert GOMEZ**

A consulté le dossier le 19 et le 23 /02/2021

C2 – permanence du 2 mars 2021: remet un courrier de 3 pages au commissaire-enquêteur.

Dans ce courrier, après avoir brossé un bref rappel historique sur le fonctionnement de la station depuis sa construction, M. et Mme Gomez, riverains de la station :

- Rappellent les nuisances subies (odeurs - pollution de la nappe phréatique, des puits, du ruisseau et du canal- envasements du canal)
- S'inquiètent des conséquences des crues et des épisodes méditerranéens extrêmes sur le territoire de la commune avec seulement un stockage de 2000 m3 en bassins et une station qui n'est pas dimensionnée pour y faire face ; ils précisent que la voie verte

- réalisée par le département constitue une zone d'imperméabilisation qui aura pour effet de rejeter des milliers de m³, lors d'évènements pluvieux extrêmes
- Signalent que le rejet des eaux de la station provoque un remous qui érode la rive limite de sa propriété
 - Estiment que la fréquence des contrôles effectués par prélèvements est trop faible et s'étonnent que les contrôles effectués par l'exploitant ne soient pas confiés à un laboratoire indépendant
 - S'interrogent sur la capacité de la station après travaux, au regard des apports du territoire « pays de Lunel ».
- Demandent expressément que soient pris en considération la protection de l'environnement immédiat de la station et leur intérêt de riverain aussi bien comme habitant proche du site que comme exploitant agricole : ils sont ouverts à un dialogue constructif avec les acteurs de ce projet.

Questions du commissaire-enquêteur :

Les divers points évoqués par ce riverain méritent une réponse précise, notamment les sujets suivants :

- inondation (la référence de M. Gomez est la pluie de 2003, référence un peu ancienne si des travaux ont été effectués depuis cette date pour diminuer la vulnérabilité du ce secteur)
- érosion des rives du ruisseau et rétrécissement de son lit.

Des rencontres régulières entre la commune, l'exploitant et ce riverain ne seraient-elles pas de nature à apaiser une situation conflictuelle qualifiée dans le courrier d'« ouverte et larvée » ?

A titre d'information, cette pratique est instituée pour les riverains de la station MAERA sur Lattes : au cours de l'enquête publique (2019) sur la modernisation de cet équipement, la pertinence put en être mesurée (pas d'observations des riverains les plus concernés par les nuisances de la station car le dialogue régulier institué par la métropole et l'exploitant leur permettaient de faire connaître leurs problèmes et de rechercher une solution satisfaisante pour les deux parties)

REPONSE :

- Inondation

Le dimensionnement pour les bassins de stockage a été réalisé sur la base d'un objectif de réduction de 40% des rejets en tête de STEP et le traitement des eaux météoriques collectées par les réseaux d'eaux usées pour des pluies d'intensité inférieure ou égale à une pluie dite « de référence » d'intensité 16.1 mm sur 6h.

On retrouve en pages 8 et 9 du résumé non technique les données de dimensionnement hydraulique de la station d'épuration ainsi qu'en pages 79 et 233 du DAE qu' : « *une pluie de référence de 16.1 mm sur 6h a été considérée lors du dimensionnement de la station et la modernisation du poste de relèvement entrée station prévue (re-dimensionnement du débit de pointe et des dégrilleurs) a été prévue. Ainsi, en situation future, il ne devrait pas être observé de déversement via les déversoirs d'orage (DO implantés sur le réseau + DO en tête de station) pour des pluies inférieures ou égales à la pluie mensuelle (16.1 mm / 6 h).* ». Ainsi, après réhabilitation, les déversements en tête de station devraient être réduits significativement. De plus, le renforcement du suivi du fonctionnement des réseaux dans le cadre de la mise en place du diagnostic permanent devrait permettre de définir les éventuels

travaux à réaliser sur le réseau afin de limiter les entrées d'eaux claires parasites à l'origine de ces déversements d'eaux non traitées en tête de station.

En revanche, l'objectif pour la rénovation de la STEP n'est pas de pouvoir stocker des eaux pluviales issues d'épisodes cévenoles. En effet, si l'objectif de la réhabilitation de STEP avait eu pour objectif de stocker l'ensemble des eaux pluviales y compris les pluies exceptionnelles, cela aurait engendré :

- un surdimensionnement de la STEP au regard des débits collectés en temps normal
- des investissements colossaux pour la collectivité qui auraient été répercutés directement sur le prix de l'eau.

Il peut également être rappelé qu'une station d'épuration a pour objectif de traiter les eaux usées et non les eaux claires (eaux de nappe et eaux météoriques).

- érosion des rives du ruisseau et rétrécissement de son lit

La collectivité sera particulièrement attentive à l'évolution de l'érosion potentielle des rives du ruisseau au niveau du rejet des eaux épurées de la station d'épuration. La collectivité, en cas de dégradation notable et imputable directement aux rejets de la STEP, effectuera les travaux nécessaires pour consolider les berges du ruisseau à ce niveau.

Concernant la largeur du lit du cours d'eau, ce sujet est indépendant de la réhabilitation de la station d'épuration.

Nous sommes prêts à réaliser des points réguliers (une à deux entrevues par an) avec M.GOMEZ. Cela sera l'occasion de le tenir informé et de pouvoir discuter des événements particuliers se déroulant au sein de la STEP ainsi que de traiter directement ses préoccupations.

Annexe

COURRIER C1



Association Pour la prévention des Inondations

APILLunel

Georges Anthouard

Tél : 06 86 42 76 13

20, impasse des tilleuls, 34 400 LUNEL

Mail : georges.anthouard@laposte.net

Site : <https://apillunel.wixsite.com/apil>

23 février 2021

DOSSIER D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Modernisation – extension de la STEP de LUNEL

Observations de l'APIL

1.CONTEXTE

La station de traitement de Lunel (STEP) est située en bordure d'une zone particulière dont il est important de tenir compte pour l'aménagement.

Les effluents de la STEP et les surverses brutes du réseau se déversent via le canal de Lunel dans des zones fragiles classées ZNIEFF et Natura 2000. Des rapports récents (SYMBO et autres organismes) confirment que l'origine de la pollution de l'étang de l'Or (azote et phosphore) est, à plus de 80%, attribuée aux apports du canal de Lunel via la Canalette. Ce canal va devenir également un point d'attraction par l'aménagement imminent de sentiers piétonniers et de pistes cyclables sur ses rives. Un projet de « ginguettes » est en cours d'élaboration par la municipalité, des postes de pêche y ont été aménagés et le surcreusement du canal de Lunel a été envisagé. Ses eaux douces sont **alimentées quasi exclusivement par la STEP** de Lunel, en particulier en amont de la jonction avec le Dardillon. Une pollution microbiologique très importante et récurrente des eaux est observée et mentionnée dans plusieurs rapports indépendants (et en partie dans votre document). Elle n'est pas compatible avec une fréquentation importante du site par le public.

Un fait important à noter est que le canal de Lunel n'est pas classé comme « cours d'eau », alors qu'il reçoit les eaux de la Laune, du Bouzanquet et du Dardillon, et que de fait, les normes de rejet en sont moins strictes.

2.PRINCIPES DE TRAITEMENT

Un traitement tertiaire incluant un traitement par ultra-violets.

La solution classique de **procédé à boues activées** complétée d'un **traitement tertiaire** a été sélectionnée pour la station d'épuration de Lunel. Comparativement à un bioréacteur à membranes évoqué dans le rapport, cette solution s'avère, à notre avis également, un bon compromis technico-économique. La principale condition supplémentaire qui s'impose est l'incorporation dans la filière de traitement tertiaire, d'un système de **dépollution par ultra-violets**.

En effet, la pollution bactériologique à Lunel est particulièrement forte et a été observée depuis le début du suivi et lors de toutes les campagnes, même par temps sec, ce qui ne laisse pas de doute sur l'origine de cette pollution.

La technologie d'abattement de la **pollution microbiologique** (bactéries pathogènes, virus, ...) doit être incorporée **de façon ferme et non optionnelle**. Son coût ne représente que 3% de budget total du projet. Cette sécurisation qui dépasse le cadre normatif standard est liée non seulement à une contrainte environnementale particulière du milieu aquatique récepteur mais également, à une augmentation de la fréquentation du public sur ses abords.

Les conditions techniques sont-elles réunies pour cet équipement UV ?

- La taille des locaux prévus pour le bâtiment de traitement tertiaire est-elle compatible avec la présence d'un réacteur de désinfection par UV en aval de l'unité de filtration ?
- Confirmez-vous que la faible teneur moyenne en MES résiduelle en sortie du filtre de microfiltration tertiaire (MES < 15 mg/L) permet un fonctionnement optimal du réacteur UV (transmittance à 254 nm) ?
- Le réacteur UV sera-t-il dimensionné pour désinfecter l'effluent au débit de pointe de 650 m³/h ?

REPONSE :

La taille des locaux prévus pour le bâtiment de traitement tertiaire est-elle compatible avec la présence d'un réacteur de désinfection par UV en aval de l'unité de filtration ?

La conception de l'installation retenue permettra de mettre en œuvre un réacteur de désinfection UV en aval de l'unité de filtration en cas d'affermissement de la tranche optionnelle.

Confirmez-vous que la faible teneur moyenne en MES résiduelle en sortie du filtre de microfiltration tertiaire (MES < 15 mg/L) permet un fonctionnement optimal du réacteur UV (transmittance à 254 nm) ?

Nous confirmons que la mise en œuvre d'une filtration tertiaire sur les eaux traitées permet de garantir une concentration < 15 mg/l en MES en sortie de station pour permettre un fonctionnement optimal du traitement UV.

Le réacteur UV sera-t-il dimensionné pour désinfecter l'effluent au débit de pointe de 650 m³/h ?

Il est effectivement prévu en tranche optionnelle que le traitement UV soit dimensionné sur le débit de pointe de 650 m³/h.

Le traitement des boues en vue de l'épandage.

La solution retenue pour la valorisation des boues est l'épandage. Dans la nouvelle filière, ces boues vont faire l'objet de plusieurs traitements : épaisissement, déshydratation par centrifugation et surtout, stabilisation par chaulage. Au-delà de la réduction des nuisances olfactives, ce dernier traitement peut être poussé jusqu'à l'hygiénisation. Comme indiqué page 98, le traitement de chaulage prévu se limite à réduire la siccité des boues à 30% (chaulage à 30%) donc une simple stabilisation alors qu'une hygiénisation, écartée dans le projet actuel, requiert un traitement plus poussé à la chaux (50%).

La crise sanitaire liée au coronavirus SRAS-Cov2 a fait prendre conscience aux autorités de santé que les risques de dissémination dans l'environnement de particules virales étaient mal maîtrisés et qu'en urgence (arrêté du 30 avril 2020) une réglementation sur l'épandage de boues de STEP a été imposée. Celles-ci doivent avoir impérativement subi une étape d'hygiénisation préalable, conformément aux directives de l'ANSES.

REPOSE :

Dans le cadre d'une crise épidémique comme celle qui sévit actuellement, le fonctionnement de la nouvelle filière de traitement permettrait-il d'hygiéniser les boues conformément à cette nouvelle réglementation, essentiellement en période épidémique (présente et à venir !) ?

Comme indiqué en page 98 du DAE, « *pour obtenir l'hygiénisation des boues, cela impliquerait d'obtenir une siccité de 30% minimum avec l'application d'un taux de chaulage de minimum 50%* ». Il est possible techniquement avec la future filière de traitement de réaliser ce mélange et donc d'hygiéniser les boues.

La réglementation actuelle en termes de gestion des boues dites COVID est la suivante (circulaire du 02 avril 2020) : seules les boues ayant subi un traitement d'hygiénisation peuvent être épandues en agriculture. Concernant l'hygiénisation par le chaulage, l'avis de l'ANSES (Saisine n° 2020-SA-0043) préconise un temps de contact entre la chaux et les boues pour assurer l'hygiénisation de la boue est de l'ordre de 10 jours à pH 12.

Par ailleurs, un renforcement des contrôles du procédé de traitement, devrait toutefois être mis en œuvre afin d'assurer le caractère effectif de ces traitements :

- Enregistrement journalier du pH dans le cas du chaulage,
- Pour l'ensemble des traitements, doublement de la fréquence des analyses microbiologiques prévues à l'article 16 de l'arrêté du 8 janvier 1998 et notamment celle de la surveillance des coliformes thermotolérants (E. Coli).

Actuellement et face à cette situation de crise, les boues de la STEP de Lunel sont hygiénisées sur site à l'aide du chaulage en respectant les prescriptions de l'ANSES avant d'être épandues en agriculture.

Les rejets d'eaux usées non-traitées en tête de STEP

La modernisation du poste d'entrée de station et le nouveau dimensionnement du bassin d'orage vont avoir un impact positif sur le fonctionnement épuratoire global de la STEP. Un récapitulatif historique et des données chiffrées sur les volumes et fréquences moyens annuels des déversements en tête de station et au niveau des surverses du réseau (données d'auto-surveillance) auraient été les bienvenus car ils sont qualifiés « d'importants » (page 220). Une hypothèse de réduction de 40% de ces rejets en A2 est proposée.

- Est-elle réaliste et suffisante ? Des modélisations fines à partir de la pluviométrie et des données collectées en A2 et aux 6 autres points de déversement en amont sur le réseau de collecte ont-elles été réalisées pour optimiser le volume du bassin d'orage (2.000 m³) et l'objectif fixé (40% ou plus ?).

REPONSE :

Un récapitulatif historique et des données chiffrées sur les volumes et fréquences moyens annuels des déversements en tête de station et au niveau des surverses du réseau (données d'auto-surveillance) auraient été les bienvenus car ils sont qualifiés « d'importants » (page 220).

Un bilan des charges hydrauliques collectées par le système d'assainissement de Lunel est présenté dans le DAE (pages 36 à 48) avec un focus sur les déversements en tête de station (pages 45 et 46 du DAE) et sur les déversements via les déversoirs d'orage (pages 47 et 48 du DAE).

Une hypothèse de réduction de 40% de ces rejets en A2 est proposée. Est-elle réaliste et suffisante ?

Au regard des efforts constants de la collectivité pour limiter au maximum les entrées d'eaux claires parasites (nappe et météoriques) et des travaux de modernisation de la station d'épuration notamment au niveau du poste entrée station et des prétraitements, l'hypothèse d'une réduction de 40% des rejets d'eaux usées brutes en tête de station (point d'autosurveillance A2) semble raisonnable.

Des modélisations fines à partir de la pluviométrie et des données collectées en A2 et aux 6 autres points de déversement en amont sur le réseau de collecte ont-elles été réalisées pour optimiser le volume du bassin d'orage (2.000 m³) et l'objectif fixé (40% ou plus ?).

A ce jour, aucune modélisation hydraulique n'a été réalisée pour étudier les déversements sur les réseaux ni pour optimiser le volume du bassin d'orage. Toutefois, sur la base des données d'autosurveillance, les déversements sur le réseau (hors point A2) surviennent lors d'évènements pluvieux exceptionnels dont les caractéristiques dépassent la pluie de référence retenue pour le dimensionnement de la station d'épuration de Lunel (16.1 mm sur 6h). Une telle modélisation pourra être intégrée dans le cahier des charges de la prochaine étude diagnostique – schéma directeur du système d'assainissement de Lunel.

La présence de ce bassin de rétention limitant les à-coups de débits va permettre un fonctionnement optimal de la STEP à charge hydraulique et organique constante, à condition aussi que la présence d'eaux claires parasites soit minimisée. Celle-ci est omniprésente depuis de nombreuses années malgré les améliorations et rénovations apportées du réseau de collecte des eaux usées, ce qui anéantit une grande partie des efforts de modernisation de la STEP.

- Le réseau public doit augmenter ses actions pour limiter ces eaux claires : même par temps sec, elles obligent à traiter des volumes trop importants qui perturbent le fonctionnement de la STEP et ont un coût élevé.
- Les branchements privés ne devraient-ils pas également être mis aux normes (quitte à prévoir des aides au cas par cas) pour réduire les coûts de fonctionnement de la station ?

La présence de ce bassin de rétention limitant les à-coups de débits va permettre un fonctionnement optimal de la STEP à charge hydraulique et organique constante, à condition aussi que la présence d'eaux claires parasites soit minimisée. Celle-ci est omniprésente depuis de nombreuses années malgré les améliorations et rénovations apportées du réseau de collecte des eaux usées, ce qui anéantit une grande partie des efforts de modernisation de la STEP.

- Le réseau public doit augmenter ses actions pour limiter ces eaux claires : même par temps sec, elles obligent à traiter des volumes trop importants qui perturbent le fonctionnement de la STEP et ont un coût élevé.
- Les branchements privés ne devraient-ils pas également être mis aux normes (quitte à prévoir des aides au cas par cas) pour réduire les coûts de fonctionnement de la station ?

REPONSE

Le réseau public doit augmenter ses actions pour limiter ces eaux claires : même par temps sec, elles obligent à traiter des volumes trop importants qui perturbent le fonctionnement de la STEP et ont un coût élevé.

Le renforcement du suivi du fonctionnement des réseaux est réalisé dans le cadre du diagnostic permanent décrit en pages 68 à 71 avec des éléments graphiques en pages 298-299 du DAE. Celui-ci permet de définir conjointement avec l'exploitant les travaux à réaliser sur le réseau afin de limiter les entrées d'eaux claires parasites à l'origine des déversements au milieu naturel. Dans ce cadre, des sondes de hauteur d'eau et de mesure de conductivité ont été implantés en 2020 sur le réseau dans le but d'améliorer le diagnostic permanent.

Pour information, vous trouverez l'ensemble des travaux réalisés ou restant à réaliser par la collectivité mais aussi par les particuliers pour la réduction des eaux claires parasites permanentes (ECP) ainsi que la réduction des eaux pluviales vers la station d'épuration en page 43 et 62 à 68 du DAE.

En ce qui concerne les travaux inscrits dans le DAE pour la diminution des ECP dans les réseaux (tableau n°2 en page 66 du DAE), 80% ont d'ores et déjà été réalisés. Cela représente un montant de

2 000 000 € investi par la collectivité pour une diminution escomptée du débit d'ECP d'au moins 800 m³/jour.

Depuis plus de 10 ans, la Ville engage d'importants travaux de réduction des eaux claires parasites, à raison de 300 000€ à 500 000 € par an et poursuivra cet effort dans les années à venir grâce à de nouveaux outils de diagnostic. A titre d'information, sur les exercices 2018 et 2019, 1 909 mètres linéaires du réseau d'assainissement ont été réhabilités, soit environ 1% de renouvellement annuel. Début 2020, la collectivité estimait avoir atteint un taux de réalisation des travaux préconisés par le schéma directeur sur les réseaux de l'ordre de 75 %.

Les branchements privés ne devraient-ils pas également être mis aux normes (quitte à prévoir des aides au cas par cas) pour réduire les coûts de fonctionnement de la station ?

Un bilan a été réalisé en 2010 avec des tests à la fumée afin d'identifier les raccords des particuliers qui sont connectés au réseau d'assainissement. Le Tableau 3 en pages 64 et 65 du DAE liste l'ensemble des travaux de déconnexions de gouttière à réaliser par les particuliers qui sont encore raccordées au réseau d'assainissement. La collectivité se rapprochera du délégataire afin de sensibiliser de nouveau les particuliers sur ce sujet.

Aérorisques biologiques

Actuellement, le poste de dégrillage à l'arrivée des eaux brutes est très proche des zones de passage piétonnier (chemin du Gazon, près de l'entrée de la STEP), sans aucune protection (capotage) contre les risques potentiels de contaminations par des bioaérosols.

- Dans le nouveau projet, ce poste sera-t-il toujours à l'air libre dans la même zone avec tous les risques d'aérosolisation pour les piétons circulant sur le trottoir s'il n'est pas confiné par capotage, ou déplacé dans le local voisin de pré-traitement sécurisé ?

REPONSE

Dans le nouveau projet, ce poste sera-t-il toujours à l'air libre dans la même zone avec tous les risques d'aérosolisation pour les piétons circulant sur le trottoir s'il n'est pas confiné par capotage, ou déplacé dans le local voisin de pré-traitement sécurisé ?

Dans le projet de réhabilitation de la station d'épuration, les étapes de dégrillage grossier et fin seront intégrées dans un nouveau bâtiment technique. Cela permettra de limiter au maximum les risques d'aérosolisation pour les piétons.

Une extraction de l'air vicié dans le local et directement au droit des canaux jusqu'à l'unité de désodorisation est prévue.

Le déversement d'eaux usées autres que domestiques - micropolluants

En annexe deux arrêtés sur l'autorisation et la réglementation de déversements d'eaux usées non domestiques et une étude de recherche de sources de pollution potentielle (cadmium et zinc principalement) localisées dans les zones d'activité industrielle commerciale et résidentielles, sont

présentés. La collectivité a donc pris des mesures pour quantifier et identifier les rejets de micropolluants toxiques essentiellement les métaux (cadmium, zinc).

- Qu'en est-il des rejets de micropolluants de type médicaments, biocides, antibiotiques et tous les principes actifs et leurs métabolites ayant des effets oestrogénomimétiques perturbants sur la faune aquatique ? Leur écotoxicité est maintenant reconnue et peu prise en compte. En effet, les effluents d'origine hospitalière (pôle de santé de Lunel, secteur Alicante) s'avèrent être une source de pollution très significative encore mal quantifiée et non prise en compte. Aucune discussion sur ce type de micropolluants n'est abordée dans le dossier.
- A-t-on des estimations de leur présence dans les eaux brutes en entrée de la station ? Quel est l'abattement en sortie ?
- Faut-il envisager dans un proche avenir d'incorporer un traitement tertiaire supplémentaire pour l'abattement de cette pollution par micropolluants (typiquement filtration sur lit de charbon actif), parfaitement complémentaire du traitement aux UV et à la filtration tertiaire en cours d'implantation ? Et par conséquent, place suffisante pour l'implanter dans le nouveau bâtiment de traitement tertiaire ?

Réponse

REPONSE :

Qu'en est-il des rejets de micropolluants de type médicaments, biocides, antibiotiques et tous les principes actifs et leurs métabolites ayant des effets oestrogénomimétiques perturbants sur la faune aquatique ?

A ce jour, les micropolluants recherchés dans les eaux usées sont ceux indiqués dans la note technique du 12/08/2016 relative à la recherche des micropolluants dans les eaux brutes et dans les eaux traitées de stations de traitement des eaux usées et à leur réduction dont la liste est principalement reprise de la directive Cadre européenne sur l'eau (Directive 2000/60/CE).

Conformément aux exigences réglementaires en vigueur lors de l'établissement du DAE, la prise en compte des micropolluants a été réalisée dans le chapitre 4.4 en page 72 (paragraphe sur la recherche et réduction des substances dangereuses pour l'environnement (RSDE)).

A-t-on des estimations de leur présence dans les eaux brutes en entrée de la station ? Quel est l'abattement en sortie ?

Une campagne d'analyse des micropolluants (RSDE) dans les eaux brutes et eaux traitées de la STEU de Lunel a eu lieu de juin 2018 à janvier 2019. Les résultats des teneurs en substances dangereuses pour l'environnement présentent dans les eaux traitées figurent pages 223-230 du DAE.

Il est également important de rappeler que la collectivité a débuté en fin d'année 2020 la réalisation d'un diagnostic amont par le délégataire Veolia dont les objectifs sont :

- Identifier les sources potentielles de micropolluants déversés dans le réseau de collecte,

- Mettre en place d'actions de prévention et de réduction des micropolluants arrivant en tête de station ou aux déversoirs d'orage.

De plus, une nouvelle campagne RSDE sera réalisée courant 2022.

Faut-il envisager dans un proche avenir d'incorporer un traitement tertiaire supplémentaire pour l'abattement de cette pollution par micropolluants (typiquement filtration sur lit de charbon actif), parfaitement complémentaire du traitement aux UV et à la filtration tertiaire en cours d'implantation ? Et par conséquent, place suffisante pour l'implanter dans le nouveau bâtiment de traitement tertiaire ?

Les résultats des analyses RSDE et leur interprétation ne conduisent pas à la nécessité actuelle de mettre un traitement spécifique de ces molécules.

Une révision de la liste des substances recherchées dans le cadre du RSDE est attendue dans les prochains mois. Aucun traitement de ces substances n'est toutefois envisagé par les autorités sanitaires et environnementales à ce jour au niveau des stations d'épuration ; une recherche des polluants et leur réduction à la source est privilégiée.

L'empreinte énergétique du fonctionnement de la STEP. Sécurité

Nous n'avons pas vu d'estimation de la consommation électrique totale de la STEP après rénovation et modernisation. Les principaux appareils gros consommateurs d'énergie (3 turbines à 45kW, centrifugeuses, pompes, compresseurs, ...) sont parfaitement connus (ou approximativement en se basant, à partir de la littérature sur une valeur de 40kW.h/an/EH).

Y aurait-il matière à réduire cet impact énergétique en équipant les toitures des bâtiments anciens et à construire avec des panneaux photovoltaïques ? Idem avec la récupération du méthane pour la production d'électricité et de chaleur dans une centrale de cogénération ?

Est-il prévu un renouvellement d'équipements énergivores (pompes, surpresseurs, ...) par des modèles plus économes en énergie ?

Cette énergie produite localement pourrait également servir en cas de rupture accidentelle d'approvisionnement électrique pour sécuriser un fonctionnement basique de sauvegarde (en plus d'un groupe électrogène). Une remarque plus générale, pour rassurer les riverains sur la sécurisation du fonctionnement des installations en cas de défaillance, serait opportune.

REPONSE :

Y aurait-il matière à réduire cet impact énergétique en équipant les toitures des bâtiments anciens et à construire avec des panneaux photovoltaïques ? Idem avec la récupération du méthane pour la production d'électricité et de chaleur dans une centrale de cogénération ?

Il a été laissé libre cours aux candidats pour la réhabilitation de la STEU de proposer des solutions concernant la mise en place de production d'énergies vertes de type pompe à chaleur.

Idem avec la récupération du méthane pour la production d'électricité et de chaleur dans une centrale de cogénération ?

Concernant la production de méthane, la station actuellement n'est pas équipée de digesteur, le méthane n'est donc pas récupérable en l'état.

Dans le projet de modernisation de la station d'épuration, il n'a pas été décidé de mettre en place une étape de digestion sur les boues de la STEU de Lunel. En effet, il aurait fallu instaurer un système de collecte des intrants organiques de provenance extérieure en sus des boues de la STEP (biodéchets, graisses, déchets de l'industrie agroalimentaire,...) pour obtenir une rentabilité suffisante quant à l'installation d'un digesteur sur site (étude de gisement et des modalités de collecte associées réalisée sur les co-produits en 2016).

Par ailleurs, à l'heure actuelle (cf. article R211-29 du Code de l'environnement) il n'est pas autorisé de mélanger des boues de STEP avec d'autres déchets, sauf dérogation particulière autorisée par le Préfet.

Est-il prévu un renouvellement d'équipements énergivores (pompes, surpresseurs, ...) par des modèles plus économes en énergie ?

Effectivement le projet de réhabilitation de la station prévoit de renouveler des équipements énergivores par des modèles plus économes en énergie et ayant une efficacité énergétique plus importante notamment avec la mise en œuvre de surpresseurs à vis, de variateurs de fréquence ou de vitesse, de moteurs IE3, etc.

Cette énergie produite localement pourrait également servir en cas de rupture accidentelle d'approvisionnement électrique pour sécuriser un fonctionnement basique de sauvegarde (en plus d'un groupe électrogène). Une remarque plus générale, pour rassurer les riverains sur la sécurisation du fonctionnement des installations en cas de défaillance, serait opportune.

Le groupe électrogène existant est suffisant pour assurer le secours des équipements essentiels au fonctionnement de la station d'épuration en cas de défaillance. La sécurisation du fonctionnement de la station d'épuration en cas de défaillance d'approvisionnement électrique est donc assurée par le groupe électrogène existant.

3. REMARQUES SPECIFIQUES

Dans le texte lui-même, il a été noté des redites et du « copié-collé », ce qui amène quelques erreurs :

Il y aurait lieu, d'autre part, d'actualiser le dossier pour tenir compte :

- Du retard pris dans le démarrage des travaux (qui n'ont pas débuté en octobre 2020)
- Des travaux réalisés (travaux du bd Diderot réalisés en octobre-novembre 2020) ou non (forage de Restinclières)

REPONSE :

Du retard pris dans le démarrage des travaux (qui n'ont pas débuté en octobre 2020)

Comme vous le savez, l'année 2020 a été marquée par un contexte d'épidémie de la COVID qui a entraîné de nombreux retards dans la gestion administrative de certains projets. Cela a par exemple impacté la date de démarrage des travaux de réhabilitation à travers le ralentissement de la procédure administrative d'autorisation environnementale pour ce projet.

Comme énoncé précédemment, le candidat retenu aura jusqu'à fin mai 2021 pour compléter les études préalables au commencement des travaux. Une fois cette phase achevée, soit début juin 2021 l'OS de démarrage des travaux de construction sera signé pour une durée de 73 semaines, soit une fin des travaux prévisionnels pour fin octobre 2022.

Le planning prévisionnel des travaux de la station d'épuration de Lunel présenté en page 108 du DAE et page 20 du résumé non technique détaille l'avancement prévisionnel du chantier mois par mois SANS date : il ne nécessite donc pas de mise à jour.

➔ *Aucune mise à jour du dossier complet n'est prévue.*

Les travaux du boulevard Diderot et de l'avenue Gaston Baissette ont été réalisés et achevés en 2020. Ceux de la rue d'aigues bonnes restent à programmer.

Le forage de Restinclières n'a pas été réalisé en raison de contraintes imposées par l'hydrogéologue dans les périmètres de protection qui auraient entraînés des coûts trop importants d'aménagement.

En page 174 du DAE, c'est un deuxième forage sur le site de Dassargues qui a été récemment réalisé et non le forage de Restinclières comme indiqué.

D'après les résultats escomptés après agrandissement, seules les MES (matières en suspension) seront diminuées (<15 mg/L), alors que, pour tous les autres polluants rejetés dans le canal (page 216, NGL et Ptot, respectivement à 4,7 et 0,9 mg/L), on se satisfait de ne pas trop aggraver la situation actuelle. Compte tenu de l'état de l'Étang de l'Or et de la principale source de pollution (page 194 et 197) - la canalette du Languedoc - c'est un objectif bien faible. On rappellera ce qui a été dit plus haut concernant les projets de piste cyclable, de «ginguettes» et des postes de pêche aménagés par la municipalité. Seul l'abattement de la pollution microbiologique grâce aux UV serait important (3 à 4 log).

REPONSE :

Rejets d'azote (NGL) et de phosphore (Ptot) par la station d'épuration de Lunel dans le Canal de Lunel

Au regard des données disponibles, l'estimation de la part d'azote (NGL) et de phosphore (Ptot) issue de la station d'épuration de Lunel dans la Canalette du Languedoc a été réalisée (cf. pages 212 à 222). Cette étude a montré que le rejet de la station d'épuration représente une fraction seulement de la pollution azotée et phosphorée rejetée dans l'étang de l'Or via la Canalette du Languedoc (en situation actuelle : NGL ≈ 8,3 % et Ptot ≈ 17.6 % ; situation future horizon 2030 : NGL ≈ 8,3 % et Ptot ≈

18.1 %) malgré une forte augmentation de la capacité de traitement. Le meilleur compromis technico-économique a été retenu pour limiter au maximum les flux de polluants rejetés dans le milieu.

Intégration d'un traitement UV des effluents avant rejet

Il n'existe pas à l'heure actuelle d'obligation de traitement UV des effluents avant rejet de STEP. Toutefois, la commune se réserve la possibilité d'installer un traitement UV des effluents avant rejet (tranche optionnelle du marché de travaux).

Résumé non technique

1.3.1 Les niveaux de contrôle MES/DBO5/DCO ... une fois par semaine ou tous les 15 jours sont insuffisants. Ils devraient être au moins doublés.

1.3.2 P20 Il faut établir un planning actualisé puisque le projet n'a pas démarré en octobre 2020.

1.4.3.1.5 p 34 : Emissions olfactives : il est recommandé que la haie prévue comporte des lauriers roses qui suppriment une partie des nuisances olfactives.

Déchets : refus de dégrillage : évacués vers quelle « filière appropriée » ?

REPONSE :

1.3.1 Les niveaux de contrôle MES/DBO5/DCO ... une fois par semaine ou tous les 15 jours sont insuffisants. Ils devraient être au moins doublés.

La fréquence de réalisation des bilans d'autosurveillance est définie par la réglementation (arrêté du 21/07/2015 modifié). La fréquence prévue est conforme à la réglementation.

1.3.2 P20 - Il faut établir un planning actualisé puisque le projet n'a pas démarré en octobre 2020.

Cf. réponse précédente à la question spécifique sur le planning de réalisation du projet.

1.4.3.1.5 p 34 : Emissions olfactives : il est recommandé que la haie prévue comporte des lauriers roses qui suppriment une partie des nuisances olfactives.

A ce jour, aucune essence végétale n'a été définie pour la haie qui sera plantée en bordure du site. L'intégration de lauriers roses pourra être étudiée.

Déchets : refus de dégrillage : évacués vers quelle « filière appropriée » ?

Comme en situation actuelle, les refus de dégrillage seront évacués en incinération (ou en ISDND).

Dossier d'autorisation environnementale

4.2.1 Tableau « population » p.60 : que signifient les chiffres indiqués ?

P 71 : actualiser le descriptif dispositif d'assainissement

4.4 Substances dangereuses : il faut tenir compte des résultats d'analyses –canal de Lunel et étang de l'Or- réalisées en 2018-2019

5.3 p 103 : les prestations supplémentaires devraient être incluses au moins en partie dans le projet actuel.

5.3.1.3.5 p 108 : actualiser le planning

6.3.3.1 : expliquer le tableau

6.3.2.4 p 173 et 174: le forage de Restinclières n'a pas été réalisé (ou est abandonné ?)
p 270, la station n'est pas bien positionnée : elle est à gauche de la route D61 et non à droite comme sur la carte.

REPONSE :

4.2.1 Tableau « population » p.60 : que signifient les chiffres indiqués ?

Les chiffres indiqués dans le tableau « population » représentent le nombre d'habitants recensés sur Lunel lors des derniers recensements.

	1999	2010	2015
Population (habitants)	22 352	25 277	25 178

Population de Lunel (Source : INSEE)

P 71 : actualiser le descriptif dispositif d'assainissement

Les travaux du boulevard Diderot et de l'avenue Gaston Baissette ont été réalisés et achevés en 2020. Ceux de la rue d'aigues bonnes restent à programmer.

4.4 Substances dangereuses : il faut tenir compte des résultats d'analyses –canal de Lunel et étang de l'Or- réalisées en 2018-2019

Les rapports de présentation des études de la qualité des cours d'eau du bassin versant de l'étang de l'Or, de l'étang de Thau, du Lez et de la Mosson disponibles et transmis à IRH pour la réalisation du DAE ont été pris en compte. Pour mémoire, le DAE a été déposé pour instruction le 7/11/2019.

5.3 p 103 : les prestations supplémentaires devraient être incluses au moins en partie dans le projet actuel.

Le projet intègre tous les éléments réglementairement obligatoires. Un effort particulier est consenti par la ville de Lunel pour se doter d'un équipement performant pour réduire au maximum son incidence sur le milieu récepteur (ajout d'un traitement tertiaire pour fiabiliser le traitement physicochimique, traitement d'une pluie de 16.1 mm sur 6h, modernisation du poste entrée station et des prétraitements pour réduire les déversements d'eaux usées non traitées en tête de station).

La prestation supplémentaire de réception et de traitement des produits de curage a d'ores et déjà été prise en compte.

5.3.1.3.5 p 108 : actualiser le planning

Cf. réponse précédente à la question spécifique sur le planning de réalisation du projet.

6.3.3.1 : expliquer le tableau

Les chiffres indiqués dans le tableau « population » représentent le nombre d'habitants recensés sur Lunel lors des derniers recensements.

	1999	2010	2015
Population (habitants)	22 352	25 277	25 178

Population de Lunel (Source : INSEE)

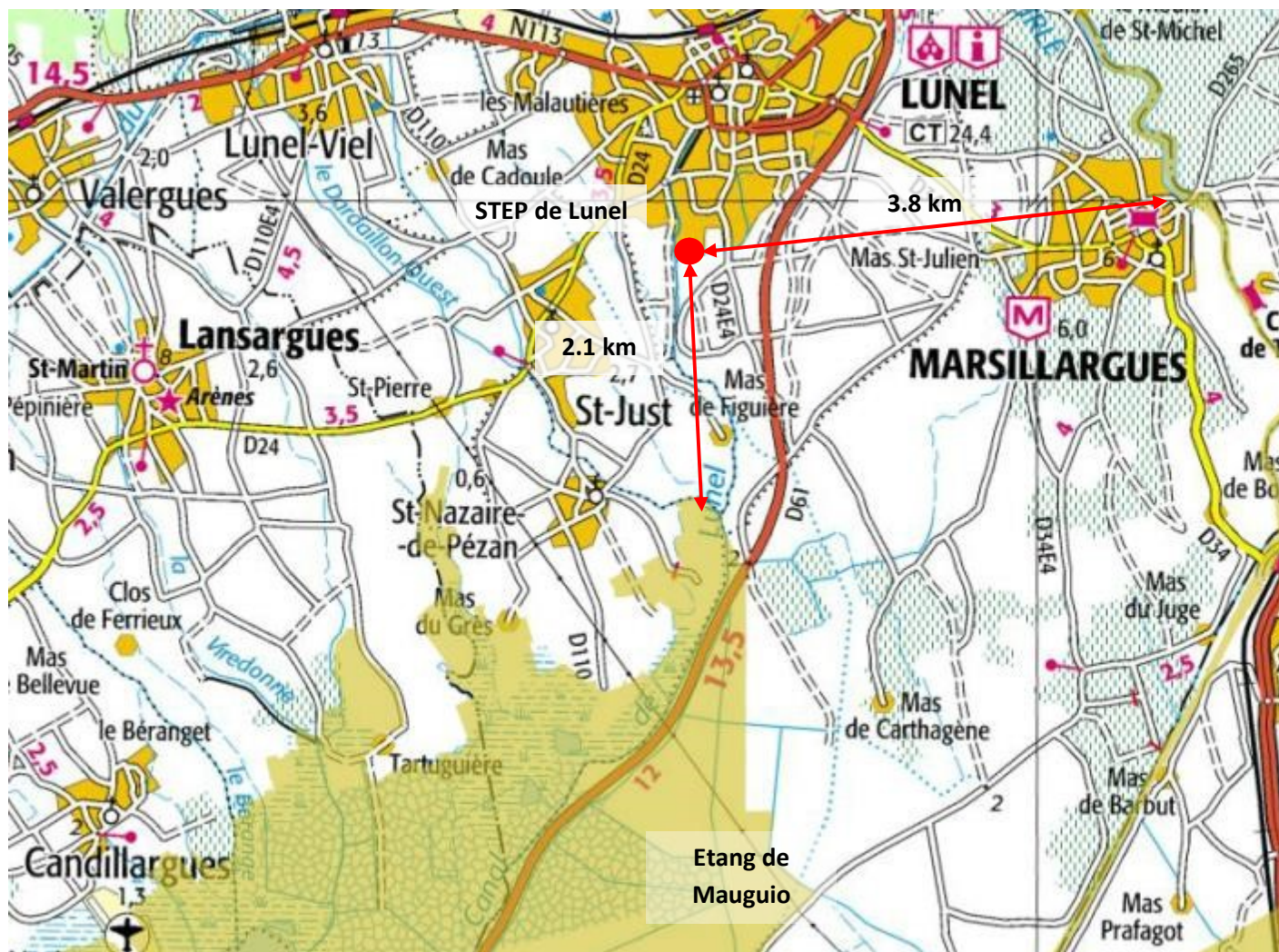
6.3.2.4 p 173 et 174 : le forage de Restinclières n’a pas été réalisé (ou est abandonné ?)

Le forage de Restinclières n’a pas été réalisé en raison de contraintes imposées par l’hydrogéologue dans les périmètres de protection qui auraient entraînés des coûts trop importants d’aménagement.

En page 174 du DAE, c’est un deuxième forage sur le site de Dassargues qui a été récemment réalisé et non le forage de Restinclières comme indiqué.

p 270, la station n’est pas bien positionnée : elle est à gauche de la route D61 et non à droite comme sur la carte.

Effectivement une erreur de positionnement de la station d’épuration apparait sur cette carte. La mise à jour de cette carte est présentée en page suivante.



Zones Natura 2000 recensées à proximité de la station d'épuration de Lunel

(source : geoportail.gouv.fr)

3.CONCLUSION

En conclusion sur l'ensemble des remarques précédentes, la commune de Lunel doit choisir l'exemplarité en ce qui concerne le traitement des eaux usées. Elle doit s'appuyer le principe de précaution tel qu'il est mentionné dans l'Article L111 du code de l'environnement (modifié LOI 29/01/2021).

*« Le **principe de précaution**, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des **connaissances scientifiques et techniques du moment**, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement **à un coût économiquement acceptable** ; »*

Notre demande principale concerne l'inclusion dans le projet d'un traitement par ultraviolets, sans lequel l'aménagement ne saurait être considéré comme complet.

REPONSE

Nous sommes actuellement à la finalisation de l'enquête publique. Cependant la municipalité a déjà mis cet équipement en tranche optionnelle dans le marché de construction. La municipalité se réserve le choix pour la mise en place ou non de ce traitement d'ici un an à compter de la notification du marché de travaux.

De GOMEZ Gilbert et Suzette
375 Chemin du Mas de BORY
Route du Mas DESPORTS
34400 LUNEL

à Madame La Commissaire Enquêtrice
Danielle BERNARD-CASTEL

LUNEL, le 2 Mars 2021

Madame,

Je vous communique ce courrier dans le cadre de l'Enquête Publique concernant l'extension et la rénovation de la Station d'épuration de la ville de LUNEL.

Tout d'abord il faut procéder à une mise en situation historique et géographique de la Station.

Elle fut érigée à partir de 1975 pour une mise en service en 1978 sur une parcelle de Vigne de 1 hectare 30 ares appartenant à notre famille expropriée à l'amiable au prix agricole de 65 000 Fcs, ce qui n'est pas un juste prix pour une destination de la parcelle liée à l'urbanisation.

La première entreprise gestionnaire de la Station, donc de l'eau et de l'assainissement fut la S.D.E.I puis attribuée à la Société RUAS sous la mandature municipale de M^r Henri CANITROT (1983 - 1989).

À partir de la gestion de la Société RUAS les dysfonctionnements se sont multipliés, les entrées d'eaux claires et la nappe phréatique parasitant la station ainsi que le Pluvial, les surchargeant, les pannes récurrentes se sont poursuivies pendant plusieurs années, débarrassant les boues non épurées dans le ruisseau Le Gazon, puis ensuite dans le Canal de Lunel, propriété de la ville de Lunel, avec ses francs bords.

Étant propriétaire du Mas de BORY, petite exploitation agricole située au bord du ruisseau Le Gazon sur plus de 150 m avec un puits (ancienne Noria, une poutrelle en Languedoc) relié par un tunnel souterrain au ruisseau, ces pollutions ont donc atteint notre noria et par la nappe phréatique notre second puits. Par le passé nos cultures de fraises et de melons étaient irriguées soit par nos puits, soit directement par pompage du ruisseau.

Nous n'avons jamais été consulté et les préjudices que nous avons subi n'ont jamais été pris en considération, ni reconnu et le texte de l'enquête minimise les nuisances que nous subissons, étant aux premières loges les nuisances olfactives à insupporter dans la durée, un maximum de 175 jours retenu par le texte de l'enquête.

La Société VEOLIA a racheté la Société RUAS, les dysfonctionnements et les pannes se poursuivent jusqu'à nos jours entraînant des pollutions dans le ruisseau, le Canal de Lunel où les boues se sont déposées entraînant un engorgement important des 7 kms du canal et touchant au final l'Étang de l'Or, la Zone Natura 2000 commençant à 1,5 Km du Mas.

Comme le reconnaît l'étude et les relevés statistiques effectués, les éléments comme le Cuivre, le Mercure, le Zinc et Chrome... et ainsi que les matières organiques et le phosphore sont sureprésentés.

Comme nous sommes les plus proches riverains, à moins de 50 m, je ne vois pas par quel miracle nous aurions été épargnés ! Coïncidence fortuite ou pas, nous avons été tous les 2 frappés par le Cancer, nous ne buvons plus l'eau du Mas, mais que nous nous trouvons sur une des nappes phréatiques les plus riches de France, le niveau de l'eau se trouvant à 3,50 m sous nos pieds, nous condamnant à boire de l'eau minérale...

La situation est tellement préoccupante que les décideurs politiques en sont venus à décider de cette extension et rénovation de la Station pour améliorer et corriger cette situation.

De par notre expérience nous avons déjà connu une rénovation en 2000, 2002 où la capacité de la Station avait été portée à 33 000 équivalents habitants améliorant les choses jusqu'en 2008 environ, les dégradations reprenant de plus belle ensuite, sachant que les Orages Méditerranéens et donc le Pluvial ne peuvent pas être maîtrisés par la Station et ce n'est pas le projet de 2 bassins ~~de~~ de stockage global de 2 000 m³ qui seront suffisants pour pallier à un orage méditerranéen du type du 22 Septembre 2003 avec plus de 6 heures de pluies ininterrompues, plus de 190 mm de précipitations à Lunel (272 mm à Montpellier), tout Lunel avait été bouclé, fermé à la circulation, le Pont des Anes à l'entrée de notre chemin était sous les eaux, les 2 chemins sur les rives du Gazon sous près d'1 m d'eau.

Il est à noter que les divers crues occasionnées ces 30 dernières années ont miné les rives du ruisseau, la Commune a entrepris des travaux pour consolider la berge de la rive Nord sur plus de 200 m, ce qui a eu pour effet de réduire le Lit Mineur de la rivière de près d'1 m, ce qui pourrait entraîner une hausse de l'inondabilité...

C'est d'autant plus que dernièrement sur la berge Est du Canal de Lunel sur l'ancien chemin de halage, le département de l'Hérault a entrepris la construction d'une Voie Verte, constitué d'un enrobé de sable compacté posé sur un Géo-texile dont la perméabilité annoncée par les cadres techniques du Département se révélera imperméable lors des violents orages méditerranéens, et rajoutera des milliers de m³ d'eau supplémentaires dans le Canal lors de ces épisodes cataclysmiques.

Le rejet principal de la Station est prévu au même endroit, il crée à l'heure actuelle un remous qui mine notre rive là où était située l'ancienne Arche marquant l'entrée de notre domaine.

Les photos aériennes présentées dans l'étude de l'enquête ne sont pas à jour, remontent à près de 10 ans, ce ne sont pas des terres nues, mais des terres cultivées, une Olivetaie et une Vigne au droit de la Station.

Les prélèvements et analyses effectués actuellement sont le fait des

techniciens de Véolia, 2 prélèvements chaque mois sur 3 points; cela est notoirement insuffisant; ils devraient être effectués en outre par un organisme ou un laboratoire indépendant, car Véolia jugeant Véolia, cela n'apparaît pas crédible, car nous avons déjà soulevé auprès des services de la Gendarmerie, du Maire (à l'époque Mr Claude ARNAUD, l'ancien maire) toutes les pollutions visibles à nos yeux, nos 2 plaintes ont dû finir dans la poubelle de la Gendarmerie, la Commune couvrant Véolia, l'Agence de l'Eau couvrant tout ce monde, nous certifiant la bonne qualité de l'eau en provenance de la Station et la qualité des bones d'épandage pour les Céréales; je ferais remarquer que les Arboriculteurs ont toujours refusé ces bones...

Les prévisions démographiques envisagées de près de 30 000 habitants pour la ville de Lunel en 2030 et près de 33 000 h en 2040 avec une Communauté de Communes qui a d'ores et déjà franchi les 50 000 h entraîneront de nouveaux appels conséquents dans la Station, ajoutés à l'achèvement de dépotage, posent question sur les capacités d'accueil de la dite Station sur une période de 10 ans, car le ruisseau Le Gazon et le Canal de Lunel sont le débouché final de tout le Pays de Lunel, le Canal qui reçoit au Nord à son départ le ruisseau Le Bouzanquet et dans sa partie Sud la Rivière Le Dardaillon.

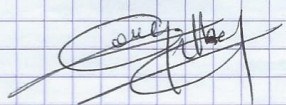
L'importance des travaux qui vont être entrepris et le montant envisagé de 11 501 836 € hors taxe sont la confirmation que toutes nos démarches et interventions étaient fondées.

Nous n'avons été ni écouté, ni entendu; tout ce contexte entretient une dévaluation de notre bien, notre environnement saccagé, une situation conflictuelle ouverte et causée avec la Commune et par là même avec Véolia.

Il serait temps que les autorités Locales et Véolia ~~assument~~ assument leurs responsabilités et reparent les dommages causés à l'environnement depuis plus de 30 ans au lieu de camper sur des positions déformant la réalité.

Nous sommes ouverts à tout dialogue, toute usine, tout mécanisme est sujet de problèmes techniques, et des pannes, cela ne doit pas empêcher de prendre en compte l'environnement immédiat et lointain et les intérêts des Riverains qui vivent au quotidien à proximité de la Station d'Épuration de la Ville et qui comprennent bien la nécessité de la moderniser, tout en préservant les droits des plus proches Riverains.

Veuillez, Madame, agréer mes sincères salutations

 Soum

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE LUNEL**

L'an deux mille vingt et un

Le 17 février à 14 h 00

Le Conseil Municipal de Lunel s'est réuni en session ordinaire
sous la présidence de Monsieur Pierre SOUJOL – Maire

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. DALLE, Mme GOUGEON, M. CRÉCHET, M. ALIBERT, Mme MOKADDEM, M. GRASSET, M. GALKA, Mme THOMAS, Adjoints, M. BERTHET, M. REMESY, M. P. CHABERT, M. BENIATTOU, Mme RAZIGADE, Mme AUTIER, M. BARBATO, Mme LEMAIRE, Mme HUGO, Mme GIMENEZ, Mme PLANE, M. C. CHABERT, Conseillers Municipaux.

REPRÉSENTÉS :

Mme MICHEL par M. SOUJOL, Mme POLERI par Mme THOMAS, M. HERMABESSIERE par Mme GOUGEON, Mme RÉGNIER par M. BERTHET, Mme BONFILS par M. DALLE, Mme PAPAÏX par Mme GOUGEON, Mme DALLE par M. ALIBERT, M. DOMENECH par M. GALKA, M. SBAAÏ par M. GALKA, Mme DERDOUR par Mme MOKADDEM, Mme EL AZZOUZI par M. ALIBERT, M. WEBER par M. DALLE, Mme BUFFET par Mme PLANE

ABSENTE :

Mme MOREL-SAVORNIN.

DE361ST21027	AGRANDISSEMENT ET MODERNISATION DE LA STATION D'ÉPURATION (STEP) AVIS SUR L'ENQUÊTE PUBLIQUE
---------------------	---

Madame GOUGEON expose au Conseil que par délibération en date du 30 septembre 2020, la Ville de Lunel a attribué le marché cité en objet à la société SA SOURCES pour un montant total de 10 670 400€ HT ;

Pour rappel, cette opération se base sur les éléments suivants :

- traiter l'ensemble des effluents de la commune à l'horizon 2040 soit une capacité nominale de 42 000 équivalent habitants,
- capter un sur-volume généré par temps de pluie plus important,
- fiabiliser la gestion hydraulique de la station.

Le projet intègre les éléments techniques suivants :

- renforcement et sécurisation de la gestion des effluents en entrée de station par temps sec et par temps de pluie,
- réutilisation du dessableur/dégraisseur existant,
- augmentation de la capacité du bassin d'orage,
- création d'un nouveau bassin d'aération,
- création d'un traitement tertiaire,
- déshydratation et chaulage des boues,
- amélioration de la désodorisation,
- traitement des produits de curage des réseaux.

Une désinfection UV en sortie de traitement tertiaire pourra être ajoutée à la filière de traitement dans les 12 mois qui suivent la notification de ce marché.

Ainsi, cette opération permettra de limiter l'impact de l'augmentation de la population sur le milieu

naturel en améliorant le traitement par temps de pluie, en augmentant les capacités de traitement et en respectant des concentration de polluant en sortie de station permettant le maintien de la qualité des cours d'eau.

Dans le cadre de l'instruction environnementale, par délibération en date du 18 novembre 2020, la ville de Lunel a saisi Monsieur le Préfet pour l'ouverture d'une enquête publique.

Cette enquête est désormais ouverte. Elle se déroulera du 15 février 2021 au 2 mars 2021 inclus.

La ville de Lunel doit émettre un avis sur ce projet dans le cadre de cette enquête.

Après avoir ouï l'exposé de Madame GOUGEON et en avoir délibéré, le Conseil décide :

D'ÉMETTRE un avis favorable sur le projet d'agrandissement et de modernisation de la STEP, dans le cadre de l'enquête publique,

D'AUTORISER le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Ainsi délibéré les jour, mois et an susdits.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Lunel dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement de la plus tardive des mesures de publicité du présent acte. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois :

- à compter de l'accomplissement de la plus tardive des mesures de publicité du présent acte.
- à compter de la réponse de la Ville de Lunel si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécurse citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

VOTE

Nombre de conseillers présents ou représentés : 34

Nombre de votants : 34

Pour : 31

Contre : 0

Abstentions : 3 (Mme Plane + pouvoir Mme Buffet, M. C. Chabert)

Pour extrait conforme,

Pour le Maire et par délégation,

L'Adjoint délégué,



Michel CRÉCHET

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE LUNEL**

L'an deux mille vingt et un

Le 17 février à 14 h 00

Le Conseil Municipal de Lunel s'est réuni en session ordinaire
sous la présidence de Monsieur Pierre SOUJOL – Maire

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. DALLE, Mme GOUGEON, M. CRÉCHET, M. ALIBERT, Mme MOKADDEM, M. GRASSET, M. GALKA, Mme THOMAS, Adjoint, M. BERTHET, M. REMESY, M. P. CHABERT, M. BENIATTOU, Mme RAZIGADE, Mme AUTIER, M. BARBATO, Mme LEMAIRE, Mme HUGO, Mme GIMENEZ, Mme PLANE, M. C. CHABERT, Conseillers Municipaux.

REPRÉSENTÉS :

Mme MICHEL par M. SOUJOL, Mme POLERI par Mme THOMAS, M. HERMABESSIERE par Mme GOUGEON, Mme RÉGNIER par M. BERTHET, Mme BONFILS par M. DALLE, Mme PAPAÏX par Mme GOUGEON, Mme DALLE par M. ALIBERT, M. DOMENECH par M. GALKA, M. SBAAÏ par M. GALKA, Mme DERDOUR par Mme MOKADDEM, Mme EL AZZOUZI par M. ALIBERT, M. WEBER par M. DALLE, Mme BUFFET par Mme PLANE

ABSENTE :

Mme MOREL-SAVORNIN.

DE361ST21027	AGRANDISSEMENT ET MODERNISATION DE LA STATION D'ÉPURATION (STEP) AVIS SUR L'ENQUÊTE PUBLIQUE
---------------------	---

Madame GOUGEON expose au Conseil que par délibération en date du 30 septembre 2020, la Ville de Lunel a attribué le marché cité en objet à la société SA SOURCES pour un montant total de 10 670 400€ HT ;

Pour rappel, cette opération se base sur les éléments suivants :

- traiter l'ensemble des effluents de la commune à l'horizon 2040 soit une capacité nominale de 42 000 équivalent habitants,
- capter un sur-volume généré par temps de pluie plus important,
- fiabiliser la gestion hydraulique de la station.

Le projet intègre les éléments techniques suivants :

- renforcement et sécurisation de la gestion des effluents en entrée de station par temps sec et par temps de pluie,
- réutilisation du dessableur/dégraisseur existant,
- augmentation de la capacité du bassin d'orage,
- création d'un nouveau bassin d'aération,
- création d'un traitement tertiaire,
- déshydratation et chaulage des boues,
- amélioration de la désodorisation,
- traitement des produits de curage des réseaux.

Une désinfection UV en sortie de traitement tertiaire pourra être ajoutée à la filière de traitement dans les 12 mois qui suivent la notification de ce marché.

Ainsi, cette opération permettra de limiter l'impact de l'augmentation de la population sur le milieu

naturel en améliorant le traitement par temps de pluie, en augmentant les capacités de traitement et en respectant des concentration de polluant en sortie de station permettant le maintien de la qualité des cours d'eau.

Dans le cadre de l'instruction environnementale, par délibération en date du 18 novembre 2020, la ville de Lunel a saisi Monsieur le Préfet pour l'ouverture d'une enquête publique.

Cette enquête est désormais ouverte. Elle se déroulera du 15 février 2021 au 2 mars 2021 inclus.

La ville de Lunel doit émettre un avis sur ce projet dans le cadre de cette enquête.

Après avoir ouï l'exposé de Madame GOUGEON et en avoir délibéré, le Conseil décide :

D'ÉMETTRE un avis favorable sur le projet d'agrandissement et de modernisation de la STEP, dans le cadre de l'enquête publique,

D'AUTORISER le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Ainsi délibéré les jour, mois et an susdits.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Lunel dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement de la plus tardive des mesures de publicité du présent acte. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois :

- à compter de l'accomplissement de la plus tardive des mesures de publicité du présent acte.
- à compter de la réponse de la Ville de Lunel si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

VOTE

Nombre de conseillers présents ou représentés : 34

Nombre de votants : 34

Pour : 31

Contre : 0

Abstentions : 3 (Mme Plane + pouvoir Mme Buffet, M. C. Chabert)

Pour extrait conforme,

Pour le Maire et par délégation,

L'Adjoint délégué,



Michel CRÉCHET